

**CONSEIL COMMUNAL DU 11 MARS 2013**  
**GEMEENTERAAD VAN 11 MAART 2013**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents	Frank Van Bockstal, <i>Échevin(e)-Président(e)/Schepen-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
Verontschuldigd	Patrick Lenaers, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ; Jean-Luc Robert, Rachid Madrane, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:00  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:00

**REMARQUE:** L'ordre des points tel que fixé par l'ordre du jour ayant été modifié en séance, nous avons adapté les numéros des points afin de les faire correspondre avec l'ordre suivi en séance.

**OPMERKING:** aangezien de volgorde van de agendapunten zoals vastgelegd in de agenda gewijzigd werd tijdens de zitting, hebben wij de nummers van de punten aangepast zodat ze overeenkomen met de volgorde die tijdens de zitting gevolgd werd.

Frank Van Bockstal prend la présidence

Frank Van Bockstal neemt de voorzitterschap

Communications

**1. Arrêté du Bourgmestre du 06.02.2013 portant interdiction d'habiter le 42 rue Léon De Lantsheere**

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics; que cette compétence concerne également les immeubles et habitations insalubres ou menaçant ruine, qu'ils soient publics ou privés;

Vu le rapport de l'expert judiciaire mandaté par le juge de paix d'Etterbeek, dans un litige opposant Mme Nicole Meulders, propriétaire du bâtiment sis rue Léon De Lantsheere, 42, à 1040 Etterbeek à la propriétaire du 40 rue Léon De Lantsheere, 42, à 1040 Etterbeek ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport que « les murs périphériques de l'annexe arrière de l'immeuble n°42 risquent leur effondrement vu que les planchers intérieurs de cette annexe côté n°40 se sont déjà effondrés » ; que ce rapport fait également état de présences d'infiltrations et du champignon de la mэрule ;

Considérant que le reportage photographique démontre que des crevasses apparaissent dans le mur de refend qui indiquent que la façade arrière se détache progressivement de l'annexe arrière, que celle-ci est envahie par la végétation et qu'une partie de la façade s'est déjà effondrée au premier étage ;

Considérant qu'à l'intérieur de l'immeuble, outre l'effondrement des planchers susmentionné, il ressort du rapport que la cabine de douche s'est effondrée en même temps que le plancher ; que l'intérieur de l'annexe arrière n'est plus qu'un enchevêtrement de gites et de planches en bois attaquées par le champignon de la mэрule ; que le système de chauffage utilisée par la propriétaire est composé exclusivement de bonbonnes de gaz ;

Considérant que tous ces éléments ont également été constatés par les services communaux ; que ces derniers ont également relevé l'absence d'électricité et le fait que la propriétaire s'éclairait exclusivement à l'aide de bougies ; qu'ils ont ainsi constaté que l'immeuble sis rue Léon De Lantsheere, 42 se trouve dans un état d'insécurité dangereux pour ses occupants et le voisinage;

Considérant en effet que cette situation crée un risque important pour les personnes et les biens s'y trouvant et dont l'intégrité pourrait être menacée par leur chute au travers du plancher; que le risque de chute est d'autant plus important en raison de l'inexistence de plancher à certains endroits ne laissant à l'occupante qu'un étroit passage ; que le péril est donc imminent ;

Considérant que, dans l'attente de l'accomplissement de travaux en vue d'éliminer toute source de danger, il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce danger pour la protection des personnes et des biens se trouvant dans cet immeuble; qu'il convient dès lors de condamner l'accès à l'immeuble susvisé et ce, de manière immédiate;

Vu l'extrême urgence,

**ARRETE:**

Article 1: l'interdiction d'habiter le bâtiment sis rue Léon De Lantsheere, 42, à 1040 Etterbeek.

Article 2: le présent arrêté sera notifié, par les soins de la Police, au propriétaire rue Léon De Lantsheere, 42, à 1040 Etterbeek.

Article 3 - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

**2. Courrier du 14.02.2013 du ministère de la région de Bruxelles-Capitale informant la commune que la décision du Conseil communal du 14.01.2013 concernant les avantages de toute nature, frais de représentation, etc est approuvée (décision prise dans le cadre de l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.**

**3. Arrêté du Bourgmestre du 18 février 2013 ordonnant la fermeture quotidienne, à une heure déterminée et durant une période déterminée, d'un débit de boisson (Mama Gouraya - Chée de Wavre 584 - 22.02-08.03.2013)**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

Considérant que le Bourgmestre peut décider de fermer un établissement accessible au public pour la durée qu'il détermine si l'ordre public autour de cet établissement est troublé par des comportements survenant dans cet établissement;

Considérant qu'en date des 21 septembre, 18 novembre, 13 et 19 décembre 2012, des plaintes ont été enregistrées pour trouble à l'ordre et à la tranquillité publics, à charge de Mme Zineb BEN BRAHIM, exploitante de l'établissement dénommé « Mama (ou Yema) Gouraya », situé Chaussée de Wavre, 584 à 1040 Bruxelles, en raison des comportements survenant dans cet établissement; que des procès-verbaux ont été dressés par la police ;

Considérant que les plaintes concernent le bruit de musique diffusée dans l'établissement et audible sur la voie publique, et ce, entre 1 h. 30 et 4 h. 00 du matin (selon les dossiers), et ce, en grande majorité des soirs de semaine ;

Considérant que, dans le courrier du 20 décembre 2012 par lequel Mme Zineb BEN BRAHIM était convoquée le 3 janvier 2013 afin d'y être entendue par des représentants du Bourgmestre dans le cadre de ces troubles à l'ordre public, il lui était une nouvelle fois rappelé que la procédure entamée contre elle pouvait mener à la fermeture provisoire de son établissement ;

Considérant que, malgré qu'elle avait signé l'accusé de réception relatif à cette convocation, Mme Zineb BEN BRAHIM ne s'est pas rendue à ce rendez-vous, et n'en a pas avisé l'administration ;

Considérant que, suite à de procès-verbaux policiers établis en mai 2012, un arrêté de limitation des heures de fermeture de l'établissement avait été pris par le Bourgmestre en juillet dernier, pour une période de 10 jours ; que l'on peut déduire de cette expérience, ainsi que du procès-verbal d'audition de Mme Zineb BEN BRAHIM à cette occasion, qu'elle avait été dûment avertie des conséquences possibles de ce genre de nuisances ;

Considérant que des troubles à l'ordre et à la tranquillité publics se sont pourtant reproduits à plusieurs reprises ;

Considérant qu'au vu de la répétition des faits et du trouble causé, il convient de prendre des mesures de manière à prévenir la réitération de cette situation ;

**4. Arrêté du Bourgmestre du 28 février 2013 ordonnant l'interdiction d'accès à un immeuble (Avenue d'Auderghem, 290)**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 ;

Vu le principe de précaution et de bonne administration ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics; que cette compétence concerne également les immeubles et habitations insalubres ou menaçant ruine, qu'ils soient publics ou privés;

Considérant que l'immeuble sis avenue d'Auderghem, 290 est inoccupé, et que sa porte est fortement endommagée ; que l'état de cette porte rend l'immeuble accessible à quiconque ;

Considérant qu'il ressort d'un rapport policier que l'intérieur de l'immeuble est fortement dégradé, et que des morceaux de faux-plafonds se sont notamment écroulés ;

Considérant que cette situation pose deux problèmes en matière de risque pour la sécurité : d'une part, l'entrée dans cet immeuble donne accès à l'arrière rue des Platanes où plusieurs cambriolages ont été à déplorer et où les auteurs semblent être passés par le 290 avenue d'Auderghem, et d'autre part, un enfant pourrait être attiré par cette porte ouverte et être blessé par l'état déplorable des locaux ;

Vu l'urgence,

Considérant qu'il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce danger pour la sécurité publique ;

**ARRETE:**

Article 1er – Sauf autorisation, il est interdit à quiconque de pénétrer dans le bâtiment sis avenue d'Auderghem, 290, à 1040 Etterbeek.

Article 2 – L'administration communale prend dans les plus brefs délais les mesures nécessaires à l'application de l'article 1er, en ce compris la fermeture de la porte de l'immeuble.

Article 3 – Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

## **5. Arrêté de police du 07 mars 2013 ordonnant la fermeture de la Maison d'enfants "La licorne blanche" - Avenue de la Chasse 28**

Le Bourgmestre,

Vu le rapport du 07.03.2013 adressé au Bourgmestre par Mme Muriel DE GREEF, coordinatrice de l'enseignement à la commune d'Etterbeek, et joint en annexe au présent arrêté pour en faire partie intégrante

;

Considérant que ce rapport fait état des éléments suivants :

- nombre de personnes encadrant insuffisant (la directrice, s'étant absentée un mois, une dame, absente, qui ne disposerait d'aucune qualification, et une troisième dame, qui disposerait d'une formation acquise en Italie),

- infrastructure non adaptée : les repas sont préparés dans un petit espace, sans hotte, où une simple petite plaque de cuisson électrique remplace toute cuisine,

- pas d'agrément de Kind & Gezin, malgré ce qui est inscrit sur la façade,

- pas de permis d'urbanisme, pourtant indispensable pour ce type d'exploitation ;

Considérant qu'au regard de tous ces éléments, il apparaît que la sécurité et le bien-être des enfants ne peuvent plus être assurés au sein de cette maison d'enfants ; qu'il convient, dès lors, de prendre des mesures pour éviter la survenance d'un accident ;

Considérant que le Bourgmestre en particulier, et l'autorité communale en général, engageraient leur responsabilité civile, voire pénale, en tolérant, en l'état, un maintien dans les lieux ;

Considérant qu'en vertu de la lecture combinée des art. 135, par.2 et 133, le Bourgmestre a pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; que cette compétence concerne également les immeubles présentant un réel danger en raison d'un manque de sécurité et d'une non-conformité des lieux par rapport à leur usage, qu'ils soient publics ou privés;

Considérant donc qu'il appartient au Bourgmestre de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

**CONSTATE :**

le risque que la gestion de la Maison d'enfants « La licorne blanche » présente pour la sécurité des enfants ;

## **ARRETE ET DECIDE:**

Article 1er - La fermeture de la Maison d'enfants « La licorne blanche », à dater du 08 mars 2013.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié ce jour par recommandé, et affiché sur la Maison d'enfants par la police de la zone Montgomery.

Article 3 - Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

### **Mededelingen**

**1. Besluit van de burgemeester van 6 februari 2013 tot verbod op bewoning van het gebouw in de Léon De Lantsheerstraat nr. 42**

**2. Brief van 14 februari van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin de gemeente geïnformeerd wordt over de goedkeuring van de beslissing van de gemeenteraad van 14 januari 2013 betreffende de voordelen van alle aard, vertegenwoordigingskosten, enz. (beslissing genomen in het kader van de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.**

**3. Besluit van de burgemeester van 18 februari 2013 tot de sluiting van een drankgelegenheid gedurende de dag, op een bepaald uur en gedurende een bepaalde periode (Mama Gouraya – Waversesteenweg 584 – 22/02-08/03/2013)**

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

overwegende dat de burgemeester mag beslissen om een publiek toegankelijke inrichting te sluiten voor een duur die hij bepaalt indien de openbare orde rond deze inrichting verstoord wordt door gedrag dat zich voordoet in deze inrichting;

overwegende dat er op 21 september, 18 november, 13 en 19 december 2012 klachten ontvangen zijn wgens verstoring van de orde en de openbare rust ten laste van mevr. Zineb BEN BRAHIM, uitbaatster van de inrichting genaamd 'Mama (of Yema) Gouraya', gelegen in de Waversesteenweg 584 in 1040 Brussel, wgens gedragingen die zich voordeden in deze inrichting; dat er processen-verbaal opgesteld werden door de politie;

overwegende dat de klachten betrekking hebben op het lawaai dat veroorzaakt wordt door de muziek die gespeeld wordt binnen in het café en die tot buiten hoorbaar is, en dat tussen 1.30 u. en 04.00 's morgens (volgens de dossiers), en grotendeels op weekavonden;

overwegende dat, mevrouw Zineb BEN BRAHIM in de brief van 20 december 2012 opgeroepen werd om op 3 januari 2013 gehoord te worden door de vertegenwoordigers van de burgemeester in het kader van deze openbare ordeverstoring, en nogmaals erop gewezen werd dat de procedure die tegen haar was opgestart zou kunnen leiden tot de tijdelijke sluiting van haar zaak;

overwegende dat ondanks het feit dat mevrouw Zineb BEN BRAHIM het ontvangstbewijs met betrekking tot deze oproeping ondertekend heeft, zij niet opgedaagd is op deze afspraak, en dit niet gemeld heeft aan het gemeentebestuur;

overwegende dat de burgemeester naar aanleiding van processen-verbaal die de politieagenten opgesteld hadden in mei 2012, een besluit tot beperking van de openingsuren van het etablissement uitgevaardigd had in juli 2012, voor een periode van tien dagen; dat uit deze ervaring kan afgeleid worden, evenals uit het proces-verbaal van het verhoor van mevr. Zineb BEN BRAHIM voor deze gelegenheid, dat zij naar behoren gewaarschuwd was voor de mogelijke gevolgen van dit soort overlast;

overwegende dat er echter nog meermaals verstoringen van de openbare orde en rust hebben plaatsgevonden;

overwegende dat, gezien de herhaling van de feiten en de veroorzaakte verstoring, het wenselijk is

maatregelen te nemen om te voorkomen dat deze situatie zich opnieuw voordoet;

**besluit:**

**Artikel 1** – Mevr. Zineb BEN BRAHIM, uitbaatster van het etablissement genaamd ‘Mama (Yema) Gouraya’ in de Waversesteenweg 584 in 1040 Brussel, wordt bevolen om **dit etablissement tijdens de periode van vrijdag 22 februari (om middernacht) tot en met vrijdag 8 maart (om middernacht) te sluiten.**

**Artikel 2** – Tijdens de periode die vastgelegd is in artikel 1 zal elke persoon die zich na de uren in het etablissement bevindt uit het etablissement gezet worden.

**Artikel 3** – In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen deze beslissing bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapstraat 33 te 1040 Brussel, worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

**Artikel 4** – Deze verordening wordt betekend tegen ontvangstbewijs neergelegd door de politie van de zone Montgomery.

**4. Besluit van de burgemeester van 28 februari 2013 betreffende het verbod op het betreden van een gebouw (Oudergemlaan 290)**

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op de beginselen van voorzorg en behoorlijk beheer;

overwegende dat het de taak van de gemeenten is om ten behoeve van de inwoners in een goede politie te voorzien en te waken over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen, plaatsen en gebouwen; dat deze bevoegdheid ook van toepassing is op ongezonde of bouwvallige gebouwen en woningen, ongeacht of zij publiek of openbaar zijn;

overwegende dat het gebouw in de Oudergemlaan 290 onbewoond is en dat de voordeur zwaar beschadigd is; dat het gebouw wegens de staat van de deur voor om het even wie toegankelijk is;

overwegende dat uit een politieverslag blijkt dat de binnenkant van het gebouw zwaar vervallen is en dat er stukken vals plafond zijn ingestort;

overwegende dat deze situatie twee risico's voor de veiligheid met zich meebrengt: enerzijds biedt de ingang van dit gebouw toegang tot de achterzijde van de Platanenstraat waar er verschillende inbraken plaatsgevonden hebben. Het lijkt erop dat de daders binnengeraakt zijn via het huis in de Oudergemlaan 290.

Anderzijds zou een kind aangetrokken worden door de openstaande deur en zich verwonden door de lamentabele staat van de vertrekken;

gelet op de urgentie,

overwegende dat de burgemeester de taak heeft om de nodige maatregelen te nemen om dit gevaar voor de openbare veiligheid te verhelpen;

**VERORDENT:**

**Artikel 1** – Behoudens toestemming mag niemand het gebouw in de Oudergemlaan 290 in 1040 Etterbeek betreden.

**Artikel 2** – Het gemeentebestuur neemt zo spoedig mogelijk de nodige maatregelen om artikel 1 toe te passen, met inbegrip van de sluiting van de toegankelijke deuren en andere toegangen.

**Artikel 3** – In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep ingesteld worden tegen deze beslissing bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-

ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

## **5. Politiebesluit tot sluiting van kinderkuis 'La licorne blanche' – Jachtlaan 28**

De burgemeester,

gelet op het verslag van 07.03.2013 dat door mevrouw Muriel De Greef, onderwijscoördinatrice van de gemeente Etterbeek, gericht werd aan de burgemeester en als bijlage bij dit besluit gevoegd werd om er integraal deel van uit te maken;

overwegende dat dit verslag de volgende elementen vermeldt:

- onvoldoende aantal begeleiders (de directrice, die een maand afwezig was, een andere dame die afwezig was en over geen enkele kwalificatie beschikt, en een derde dame die in Italië een opleiding zou hebben gevolgd),
- niet-aangepaste infrastructuur: de maaltijden worden in een kleine ruimte bereid, zonder afzuigkap, waar een enkele kookplaat dienst doet als keuken,
  - geen erkenning van Kind & Gezin, ondanks de vermelding op de gevel,
- geen stedenbouwkundige vergunning, wat nochtans noodzakelijk is voor dit type van uitbating;

overwegende dat uit al deze elementen blijkt dat de veiligheid en het welzijn van de kinderen niet meer verzekerd kunnen worden in dit kinderkuis; dat er daarom maatregelen moeten worden getroffen om te voorkomen dat er zich een ongeval voordoet;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder en de gemeentelijke overheid in het algemeen burgerlijk of zelfs strafrechtelijk aansprakelijk is indien zij zouden toestaan dat er kinderen opgevangen worden in dit pand in de toestand waarin het zich bevindt.

overwegende dat krachtens een gecombineerde lezing van artikels 135, par. 2 en artikel 133 de burgemeester tot taak heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; dat deze bevoegdheid tevens de openbare en private gebouwen inhoudt die een reëel gevaar vertonen wegens een gebrek aan veiligheid en omdat de plaatsen niet overeenstemmen met hun gebruik;

overwegende dat het de taak is van de burgemeester om de nodige noodregelen te treffen om een einde te maken aan deze situatie;

gelet op de nieuwe gemeentewet, met name op artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

### **STELT VAST:**

dat het beheer van het kinderkuis 'La licorne blanche' een risico inhoudt voor de veiligheid van de kinderen;

### **VERORDENT EN BESLIST:**

**Artikel 1** - Kinderhuis 'La licorne blanche' moet de deuren sluiten vanaf 8 maart 2013.

**Artikel 2** - Deze verordening wordt vandaag betekend tegen ontvangstbewijs, en geafficheerd op het kinderkuis door de politiezone Montgomery.

**Artikel 3** - In overeenstemming met artikel 19, lid 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep aangetekend worden tegen deze beslissing bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Françoise Bertieaux quitte la séance.

Françoise Bertieaux verlaat de zitting

11.03.2013/A/001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 05.02.2013 - Approbation**  
**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 05.02.2013 - Goedkeuring**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

29 votants : 29 votes positifs.

---

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Monsieur du Bus demande si la note d'orientation de politique générale reçue tardivement est à intégrer dans le cadre du budget ou si il s'agit d'un point à ajouter en séance.*

*Il fait remarquer que les réponses aux questions posées en commission des Finances sont arrivées tard également*

*Il souhaite que dans le cas de dépôt tardif un mail de confirmation soit envoyé.*

*Monsieur le Président remercie Monsieur du Bus pour les remarques et passe la parole au Secrétaire communal*

*Le secrétaire explique que ce n'est pas la note d'orientation politique, comme le prévoit l'art. 242 bis de la loi communale, mais bien la déclaration de politique générale et que celle-ci a toujours été jointe au budget comme le rapport annuel.*

*Monsieur Gasia demande si en l'absence de la note d'orientation le budget peut-être voté.*

*Le Secrétaire communal répond par l'affirmative et que toutes les communes ont fait ainsi. Il rappelle que l'ordonnance a été votée en juin 2009 mais que les instructions ne sont arrivées que le 19 février 2009. Il a été acté dans le PV du comité d'accompagnement que la note d'orientation ne serait pas jointe au budget et que celle-ci serait présentée dans le courant du mois d'avril au Conseil communal.*

*Monsieur le Président confirme à Monsieur du Bus que la note d'orientation qui sera votée en avril n'aura aucune incidence sur le budget*

*L'incident est clos.*

*De heer du Bus vraagt of de laattijdig ontvangen beleidsnota ingevoegd moet worden in het kader van de begroting of dat het gaat om een punt dat bij te voegen is in de zitting.*

*Hij merkt op dat de antwoorden op de vragen die gesteld werden in de commissie Financiën ook te laat aangekomen zijn.*

*Hij wilt dat er een bevestigingsmail verstuurd wordt bij laattijdig indienen.*

*Mijnheer de voorzitter dankt de heer du Bus voor de opmerkingen en geeft het woord aan de gemeentesecretaris.*

*De secretaris legt uit dat het niet de politieke oriëntatienota is, zoals vastgelegd in artikel 242 van de Nieuwe Gemeentewet, maar de algemene beleidsverklaring en dat deze altijd bijgevoegd werd aan de begroting, zoals het jaarverslag.*

*De heer Gasia vraagt of er gestemd kan worden over de begroting bij gebrek aan oriëntatienota.*

*De gemeentesecretaris stemt hiermee in en zegt dat alle gemeenten dit zo gedaan hebben. Hij wijst erop dat de ordonnantie goedgekeurd werd in juni 2009 maar dat de instructies pas op 19 februari 2009 gearriveerd zijn. Er werd opgenomen in het verslag van het begeleidingscomité dat de politieke oriëntatienota niet aan het budget gehecht zou worden en dat deze voorgesteld wordt aan de gemeenteraad in de loop van de maand april.*

*Mijnheer de voorzitter bevestigt aan de heer Du Bus dat de oriëntatienota, waarover gestemd wordt in april, geen enkele impact heeft op de begroting.*

*Het incident is gesloten.*

---

11.03.2013/A/002 **Démission d'un échevin - Prise d'acte - Election, prestation de serment et installation d'un échevin.**  
**Ontslag van een schepen - Akteneming - Verkiezing, eedaflegging en installatie van een schepen.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 03.12.2012 décidant de porter le nombre d'échevins de 7 à 8, et de procéder à l'élection de cet échevin supplémentaire ;

Considérant qu'un mandat d'Échevin est devenu vacant suite à la démission de Madame Françoise BERTIEAUX en sa qualité d'Echevine et qu'il convient donc de procéder à son remplacement ;

Monsieur le Bourgmestre-Président porte alors à la connaissance de l'assemblée qu'il a reçu une candidature écrite déposée en application des articles 15 et 18bis de la nouvelle loi communale pour le mandat d'échevin à conférer, c'est-à-dire pour le mandat de 8<sup>ème</sup> échevin :

**M. Jean LAURENT**

Présenté par

M. Vincent DE WOLF, M. Patrick LENAERS, Mme Marie-Rose GEUTEN, M. Rik JELLEMA, Mme Françoise BERTIEAUX, M. Frank VAN BOCKSTAL, M. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Mme Colette NJOMGANG-FONKEU, M. Rik BAETEN, Mme Eliane PAULISSEN, M. Jean-Luc ROBERT, M. Laurent VLEMINCKX, M. Rachid MADRANE, M. Jean LAURENT, Mme Christina KARKAN, Mme Chantal HOORNAERT, Mme Marilou SERVAIS, Mr Aziz ES, Mme Josianne PARDONGE, M. Christian de BECO, M. Arnaud VAN PRAET, M. Marc LEMAIRE, Mme Marie COLINET, M. Ahmed M'RABET, M. Stéphane VAN VAERENBERGH,

Monsieur le Bourgmestre-Président constate l'absence de signatures annulables sur cet acte de présentation.

Il examine ensuite la recevabilité de cet acte et ayant constaté qu'il est conforme aux prescriptions légales, il le déclare recevable, après avoir donné l'occasion aux conseillers de le consulter.

Monsieur le Bourgmestre-Président déclare le scrutin secret ouvert pour l'élection du huitième échevin.

Monsieur le Bourgmestre-Président soumet la candidature de M. Jean LAURENT

Respectant la tradition, le bureau de dépouillement est composé du Secrétaire et des deux plus jeunes conseillers présents, Madame Christina KARKAN et Madame Marie COLINET.

29 bulletins sont déposés dans l'urne.

Du dépouillement du scrutin il résulte que M. Jean LAURENT obtient voix pour contre et abstentions.

M. Jean LAURENT est donc élu échevin et prête entre les mains du Bourgmestre-Président le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Monsieur le Bourgmestre-Président prend acte de la prestation de serment et déclare M. Jean LAURENT, installé



échevin

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 7 abstentions

---

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 03.12.2012 houdende de beslissing om het aantal schepenen van 7 naar 8 te brengen en over te gaan tot de verkiezing van deze bijkomende schepen;

Overwegende dat het mandaat van de 8ste Schepen vrijgekomen is naar aanleiding van het ontslag van de Mevrouw Françoise BERTIEAUX, als schepen, dat zij bijgevolg vervangen moet worden ;

Mijnheer de Burgemeester-Voorzitter deelt aan de vergadering mee dat hij een schriftelijke kandidatuur ontvangen heeft, ingediend in toepassing van artikels 15 en 18bis van de nieuwe gemeentewet voor het mandaat van schepenen te begeben, voor de 8ste schepen

Dhr Jean LAURENT

Voorgesteld door :

Dhr Vincent DE WOLF, Dhr Patrick LENAERS, Mevr. Marie-Rose GEUTEN, Dhr Rik JELLEMA, Mevr. Françoise BERTIEAUX, Dhr Frank VAN BOCKSTAL , Dhr Bernard de MARCKEN de MERKEN, Mevr. Colette NJOMGANG-FONKEU, Dhr Rik BAETEN, Mevr. Eliane PAULISSEN, Dhr Jean-Luc ROBERT, Dhr Laurent VLEMINCKX, Dhr Rachid MADRANE, Dhr Jean LAURENT, Mevr. Christina KARKAN, Mevr. Chantal HOORNAERT, Mevr. Marilou SERVAIS, Dhr. Aziz ES, Mevr. Josianne PARDONGE, Dhr. Christian de BECO, Dhr. Arnaud VAN PRAET, Dhr. Marc LEMAIRE, Mevr. Marie COLINET, Dhr Ahmed M'RABET, Dhr Stéphane VAN VAERENBERGH

Dhr Burgemeester-Voorzitter stelt vast dat er geen vernietigbare handtekeningen voorkomen op de verschillende akten van voordracht.

Daarna onderzoekt hij de ontvankelijkheid van die akten en na vastgesteld te hebben dat zij conform zijn met de wettelijke bepalingen, verklaart hij ze ontvankelijk en dit alles na aan de raadsleden de gelegenheid te hebben gegeven deze na te zien.

Dhr Burgemeester-Voorzitter brengt ter stemming de kandidatuur van Dhr. Jean LAURENT.

Zoals de traditie het voorschrijft wordt het stembureau samengesteld uit de Secretaris en de twee jongste aanwezige gemeenteraadsleden, Mevrouw Christina KARKAN en Mevrouw Marie COLINET.

29 stembrieven worden in de bus gelegd.

De stemming hieruit voorkomend geeft het volgend resultaat : Dhr Jean LAURENT, krijgt ja-stemmen, neen-stemmen en onthoudingen.

Dhr Jean LAURENT wordt dus als achtste schepen verkozen en legt in de handen van de Burgemeester-Voorzitter de volgende eed af :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge »

Dhr Burgemeester-Voorzitter neemt akte van de eedaflegging en verklaart Dhr Jean LAURENT aangesteld als schepen.

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

11.03.2013/A/003 **Titre d'Echevin Honoraire - Monsieur Didier van Eyll - Octroi.**  
**Titel van Ereschepen - De heer Didier van Eyll - Machtiging.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'action sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 1981 réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'action sociale ou anciennes commissions d'assistance publique;

Considérant que Monsieur Didier van Eyll a été Echevin à Etterbeek du 07.01.1977 au 20.03.1989 et du 10.01.2001 au 02.12.2012.

Considérant que Monsieur Didier van Eyll répond aux conditions imposées par ces textes légaux pour pouvoir bénéficier de ce titre;

DECIDE

D'octroyer à Monsieur Didier van Eyll le titre honorifique de la fonction d'Echevin;

"Le titre honorifique de la fonction de bourgmestre, d'échevins ou de président de CAP ou CPAS (ou du mandat de conseiller communal ou de membre du conseil de l'action sociale) ne peut être porté

- au cours de périodes d'exercice effectif de l'un de ces mandats;
- par un membre d'un conseil communal ou d'un centre public d'action sociale;
- par une personne rémunérée par une commune ou un centre public d'action sociale".

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand;

gelet op het koninklijk besluit van 30 september 1981 tot regeling van de modaliteiten voor het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare

centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand;

overwegende dat de heer Didier van Eyll beantwoordt aan de voorwaarden die deze wetteksten opleggen om deze titel te kunnen ontvangen;

## **BESLIST**

de ertitel van het ambt van schepen toe te kennen aan de heer Didier van Eyll;

“de ertitel van het ambt van burgemeester, schepenen, of COM-voorzitter of OCMW-voorzitter (of het mandaat van gemeenteraadslid of OCMW-raadslid) mag niet gedragen worden

- tijdens de periodes waarin een van deze mandaten effectief wordt beoefend;
- door een persoon die bezoldiging ontvangt van een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn”.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/004 **ASBL "Commune Ferme à la Ville" - Convention.**

### **VZW "Stadsboerderij" - Overeenkomst.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 01.03.2010 créant l'asbl « Commune Ferme à la Ville » et approuvant ses statuts ;

Considérant que l'autorité de tutelle avait, lors de l'approbation de cette délibération, demandé à la commune de préciser, dans une convention, les relations entre la Commune et l'asbl ;

Considérant que l'asbl a été créée le 27.02.2012 ; qu'il convient donc de conclure cette convention ;

DECIDE

D'approuver les termes de la convention reprise ci-dessous :

### **Convention**

Entre, d'une part :

la Commune d'Etterbeek, propriétaire, ayant son siège avenue d'Auderghem 115/117 à 1040 BRUXELLES représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal. dénommée ci-après “ la Commune ”

et, d'autre part :

l'A.S.B.L. Commune Ferme à la Ville représentée par M. Vincent DE WOLF, Président et Mme Marie-Rose GEUTEN, Administrateur-délégué et ci-dessous dénommée « l'A.S.B.L. ».

### **Article 1 :**

La Commune confie à l'A.S.B.L. certaines de ses missions relatives à l'alimentation durable.

Il s'agit notamment de :

- Sensibiliser les Etterbeekois à l'alimentation durable à travers diverses activités telles que des ateliers cuisine, journées pédagogiques à la ferme, films, conférences, lieux de rencontre et d'échanges, animations ;

- Encourager au sein de la population un relais direct entre producteurs et consommateurs.
- Organiser des « défis alimentation durable »

**Article 2 :**

Cette convention est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut y mettre fin à tout moment sans indemnité et moyennant le respect d'un préavis de 6 mois.

**Article 3 :**

L'A.S.B.L. s'engage à travailler en étroite concertation avec la Commune.

Dans le cas où l'organisation d'une action ou d'un événement nécessite la contribution d'un ou de plusieurs services communaux ou d'autres autorisations soumises à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins, une concertation préalable entre partenaires éventuels est indispensable et obligatoire.

Dans ce cas, la Commune s'engage à fournir toute l'aide requise pour que le projet puisse se dérouler dans les meilleures conditions, dans la limite des moyens logistiques, techniques et humains possibles.

La Commune peut à tout moment décider de reprendre en son seul nom une activité ayant trait à l'alimentation durable.

**Article 4 :**

La Commune s'engage à verser à l'A.S.B.L. un subside annuel pour couvrir ses frais de fonctionnement. Le montant pourra être revu après une première année de fonctionnement.

Lors de projets ou d'activités accomplis en collaboration avec la Commune, les frais encourus par l'A.S.B.L. non couverts par le subside annuel seront facturés à la Commune, avec le détail des services prestés.

Conformément au règlement du 15.10.2007 relatif au contrôle de l'octroi de subventions, l'A.S.B.L. transmet chaque année à la Commune, ses comptes annuels, son budget ainsi qu'un justificatif expliquant l'utilisation du subside, un rapport de gestion et de situation financière ainsi que le rapport complet d'activités accompagné du bilan moral et financier, lesquels seront soumis au Conseil communal.

Le receveur communal procède une fois par trimestre à la vérification de caisse.

L'A.S.B.L. s'engage par ailleurs à rechercher le bénéfice des subventions prévues dans le cadre de ses activités. En tout état de cause, l'ASBL assure une gestion rationnelle en veillant à équilibrer les recettes et dépenses.

**Article 5 :**

L'A.S.B.L. s'engage à respecter la loi relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

**Article 6 :**

L'A.S.B.L. s'engage à respecter les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment pour les communications adressées au public.

**Article 7 :**

La Commune s'engage à procurer gratuitement à l'A.S.B.L. la libre et entière jouissance d'un bureau situé au 4<sup>ème</sup> étage de l'Hôtel communal et équipé du matériel de bureautique nécessaire pour la gestion administrative, ainsi que d'un local situé au niveau -1 de l'Hôtel communal, avenue d'Auderghem, 113, à 1040 Bruxelles, tel que repris au plan en annexe et avec l'équipement suivant :

- 1 frigo Liebherr,
- 2 balances de ménage Olympia Plus,

Par ailleurs, est mis à disposition le matériel suivant :

- 2 réchauds Domo,
- 1 four Delonghi.

Les charges de maintenance (frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone) et d'entretien

domestique sont à charge de la Commune.

L'A.S.B.L. ne peut affecter les locaux et les équipements mis à sa disposition à d'autres activités que celles mentionnées dans ses statuts. Les lieux ne pourront être modifiés qu'avec l'accord de la Commune.

L'A.S.B.L. s'engage à veiller, à tout moment, au bon ordre et à la bonne tenue des locaux ainsi qu'au bon comportement des utilisateurs. Elle s'engage également à respecter les règles en matière d'hygiène. L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes est interdite.

Il lui est interdit de céder ses droits à un tiers, excepté pour ce qui serait expressément autorisé par la Commune.

**Article 8 :**

L'A.S.B.L. s'engage à conclure toutes les polices d'assurance nécessaires pour couvrir les risques inhérents à l'exécution de la présente convention, sauf s'ils sont couverts par les couvertures prises par la Commune.

L'A.S.B.L. s'engage notamment à couvrir par une assurance les biens meubles (mobilier et matériel) mis à sa disposition.

L'A.S.B.L. s'engage également à prendre une couverture en responsabilité civile.

La Commune renonce à son droit de recours envers l'A.S.B.L. dans le cadre de l'assurance incendie qu'elle a souscrite pour le bâtiment dans lequel se trouve le local mis à disposition.

**Article 9 :**

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par les Autorités de tutelle.

Fait en trois exemplaires dont un est remis à l'A.S.B.L.

Etterbeek, le .....

Pour la Commune d'Etterbeek :

Le Secrétaire communal,  
Christian DEBATY

Le Bourgmestre

Vincent DE WOLF

Pour l'A.S.B.L. « Commune Ferme à la Ville » :

Vincent DE WOLF  
Président

Marie-Rose GEUTEN

Administrateur délégué

*Mme Carton, désignée en 2009 comme représentante au sein de l'asbl, regrette que la première assemblée ne se soit tenue qu'en juillet 2012 et n'avoir reçu aucun rapport d'activités, ni aucun compte, ce qui justifie l'abstention du F.D.F.*

*Monsieur du Bus : le CDH n'a jamais caché son opposition quant aux objectifs de l'asbl vote non*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 22 votes positifs, 4 votes négatifs, 3 abstentions.

**Ont voté oui:**

Frank Van Bockstal, *Échevin(e)-président(e)*

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, *Échevin(e)s*

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux

**Ont voté non:**

André du Bus de Warnafe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.

**Se sont abstenus:**

Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

*Le FDF s'abstient, car il n'ya jamais eu de rapport d'activités, ni de compte.*

---

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 1 maart 2010 tot oprichting van de vzw 'Stadsboerderij Etterbeek' en tot goedkeuring van haar statuten;

overwegende dat de toezichhoudende overheid de gemeente bij de goedkeuring van deze beraadslaging verzocht heeft om de relaties tussen de gemeente en de vzw in een overeenkomst te verduidelijken;

overwegende dat de vzw opgericht werd op 27 februari 2012; dat deze overeenkomst daarom afgesloten moet worden;

BESLIST

de termen van de hieronder vermelde overeenkomst goed te keuren:

**Overeenkomst**

Tussen enerzijds:

de gemeente Etterbeek, eigenaar, met zetel in de Oudergemlaan 115/117 in 1040 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, burgemeester en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, hierna 'de gemeente' genoemd

en anderzijds:

de vzw 'Stadsboerderij Etterbeek'

vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, voorzitter, en mevrouw Marie-Rose GEUTEN, gedelegeerd

bestuurder, hierna 'de vzw' genoemd,

**Artikel 1:**

De gemeente vertrouwt een aantal van haar opdrachten met betrekking tot duurzame voeding toe aan de vzw.  
Het betreft hier met name:

- Etterbekenaars sensibiliseren voor duurzame voeding via diverse activiteiten zoals kookateliers, studiedagen op de boerderij, films, conferenties, ontmoetingen en uitwisselingen, animatie;
- Bij de bevolking een nauwere link promoten tussen de producenten en de consumenten;
- Organisatie van de 'Challenge Duurzame Voeding'

**Artikel 2:**

Deze overeenkomst wordt voor onbepaalde duur afgesloten. Elk van de partijen kan ze op elk moment en zonder vergoeding beëindigen mits naleving van een vooropzeg van zes maanden.

**Artikel 3:**

De vzw verbindt zich ertoe om in nauw overleg samen te werken met de gemeente.

Indien de organisatie van een actie of evenement vereist dat er een of meerdere gemeentediensten hiertoe bijdragen of dat het college van burgemeester en schepenen een vergunning uitreikt, is het nodig en verplicht dat de eventuele partners op voorhand hierover overleg plegen.

In dat geval verbindt de gemeente zich ertoe om alle gevraagde hulp te leveren, binnen de perken van de mogelijke logistieke, technische en menselijke middelen, opdat het project in de beste omstandigheden kan plaatsvinden.

De gemeente kan op elk moment besluiten om een activiteit met betrekking tot duurzame voeding over te nemen in eigen naam.

**Artikel 4:**

De gemeente verbindt zich ertoe een jaarlijkse toelage te storten aan de vzw om haar werkingskosten te dekken. Het bedrag kan herzien worden na het eerste werkingsjaar.

Bij projecten of activiteiten die de vzw uitvoert samen met de gemeente factureert de vzw aan de gemeente de door haar gemaakte kosten die niet gedekt worden door de jaarlijkse toelage. Hierbij voegt de vzw een gedetailleerd overzicht van de gepresteerde diensten.

Overeenkomstig het reglement van 15 oktober 2007 betreffende de controle op de toekenning van toelagen bezorgt de vzw de gemeente elk jaar haar jaarrekeningen, begroting, een verantwoording die toelichting geeft bij de besteding van de subsidie, een beheersrapport, een rapport van de financiële toestand, het volledige activiteitenrapport en het morele en financiële verslag, die ter goedkeuring voorgelegd worden aan de gemeenteraad.

De gemeenteontvanger voert eenmaal per trimester een kascontrole uit.

Daarnaast verbindt de vzw zich ertoe een beroep te doen op de toelagen die ze in het kader van haar activiteiten kan ontvangen.

In elk geval verzekert de vzw een rationeel beheer door erop toe te zien dat de inkomsten en uitgaven in evenwicht zijn.

**Artikel 5:**

De vzw verbindt zich ertoe de wet betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten na te leven.

**Artikel 6:**

De vzw verbindt zich ertoe de wetten op het gebruik van de talen in bestuurlijke zaken na te leven, met name voor de communicatie naar het publiek.

**Artikel 7:**

De gemeente verbindt zich ertoe om de vzw kosteloos het vrije en volledige gebruik toe te staan van een kantoor op de vierde verdieping van het gemeentehuis, dat uitgerust is met het nodige kantoomateriaal voor het administratief beheer, evenals een lokaal op verdieping -1 van het gemeentehuis, Oudergemlaan 113 in 1040 Brussel, zoals vermeld op het bijgevoegde plan, en met de volgende uitrusting:

- 1 Liebherr-koelkast
- 2 huishoudweegschalen van het merk Olympia Plus,

Daarnaast worden de volgende toestellen ter beschikking gesteld:

- 2 Domo-schotelwarmers,
- 1 Delonghi-oven.

De werkingskosten (verbruik van water, gas, elektriciteit, telefoon) en schoonmaakkosten zijn ten laste van de gemeente.

De vzw kan de lokalen en uitrusting die zij tot haar beschikking heeft niet gebruiken voor andere activiteiten dan diegene die vermeld staan in haar statuten. De lokalen mogen enkel met toestemming van de gemeente gewijzigd worden.

De vzw verbindt zich ertoe om op elk moment toe te zien dat de lokalen ordelijk gehouden worden en hun gebruikers zich correct gedragen. Ze verbindt zich er tevens toe om de regels inzake hygiëne na te leven. Het gebruik van propaan- of butaangasflessen is verboden. Het is haar verboden om haar rechten af te staan aan een derde, behalve wanneer de gemeente haar dit uitdrukkelijk toestaat.

**Artikel 8:**

De vzw verbindt zich ertoe om alle nodige verzekeringspolissen af te sluiten om de risico's te dekken die inherent zijn aan de uitvoering van deze overeenkomst, behalve indien ze gedekt zijn door verzekeringen die de gemeente heeft afgesloten.

De vzw verbindt zich er met name toe om de haar ter beschikking gestelde inboedel (meubilair en materiaal) te verzekeren.

De vzw verbindt zich er ook toe om zich te verzekeren tegen burgerlijke aansprakelijkheid.

De gemeente doet afstand van haar recht op beroep tegen de vzw in het kader van de brandverzekering die zij heeft afgesloten voor het gebouw waarin het ter beschikking gestelde lokaal zich bevindt.

**Artikel 9:**

Deze overeenkomst wordt gesloten onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid.

Opgemaakt in drie exemplaren waarvan een exemplaar overhandigd is aan de vzw.

Etterbeek, .....

Namens de gemeente Etterbeek:

Gemeentesecretaris,

Christian DEBATY

Burgemeester

Vincent DE WOLF

Namens de vzw 'Stadsboerderij Etterbeek':

Voorzitter

Vincent DE WOLF

Gedelegeerd bestuurder

Marie-Rose GEUTEN

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.



**Hebben ja gestemd :**

Frank Van Bockstal, *Échevin(e)-président(e)*

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, *Échevin(e)s*

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux

**Hebben neen gestemd :**

André du Bus de Warnafe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.

**Hebben zich onthouden :**

Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

*Het FDF onthoudt zich, want er is nooit een activiteitenrapport noch rekening voorgesteld.*

---

11.03.2013/B/005 **ASBL "Commune Ferme à la Ville" - Modification des statuts  
VZW "Stadsboerderij" - Wijziging van de statuten.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 01.03.2010 décidant de créer l'asbl Commune Ferme à la Ville et d'en approuver les statuts;

Considérant que la structure de l'asbl a depuis lors été mise en place; que les membres désignés par le Conseil communal ont été installés; que les administrateurs ont été nommés;

Considérant que l'AG, même si elle entend privilégier la règle de la gratuité des mandats, souhaite néanmoins se réserver la possibilité d'en rémunérer certains; qu'il convient donc de modifier les statuts à ce sujet en supprimant la restriction prévue à cet égard;

DECIDE

De modifier l'article 14 des statuts comme repris ci-dessous :

Titre IV : Du Conseil d'Administration.

-

Article 14 : Composition, nomination et remplacement

§1 L'association est gérée par un Conseil d'Administration composé de minimum trois administrateurs nommés parmi les membres effectifs et révocables par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans. Les membres sortants sont rééligibles. ~~Leur mandat s'exerce à titre gratuit.~~

§ 2 Le Conseil nomme en son sein un Président.

En l'absence du Président, la fonction est exercée par l'Echevin du Développement Durable.

Le Conseil désigne en outre un trésorier et un secrétaire qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs. Dans ce cas, ils assistent aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative. Ces deux fonctions peuvent, le cas échéant, être exercées par une même personne.

§3 En cas de démission ou d'incapacité d'un des membres du Conseil d'Administration, un administrateur pourra être nommé à titre provisoire par le Conseil d'Administration en remplacement de l'administrateur défaillant. Cette nomination provisoire n'aura d'effet que jusqu'à la prochaine Assemblée générale qui sera convoquée, au plus tard dans les trois mois, aux fins de procéder à l'élection d'un remplaçant. Celui-ci achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 22 votes positifs, 7 votes négatifs.

**Ont voté oui:**

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux

**Ont voté non:**

André du Bus de Warnafe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

---

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 1 maart 2010 waarbij besloten werd om de vzw Stadsboerderij Etterbeek op te richten en de statuten goed te keuren;

overwegende dat de structuur van de vzw sindsdien opgezet werd; dat de leden door de gemeenteraad aangewezen en aangesteld werden; dat ook de bestuurders aangesteld werden;

overwegende dat de AV, zelfs als ze de voorkeur geeft aan de regel van de onbezoldigde mandaten, toch de mogelijkheid wil behouden om er enkele te bezoldigen; dat de statuten over dit onderwerp daarom gewijzigd moeten worden door de vastgelegde beperking op te heffen;

**BESLIST**

artikel 14 van de statuten als volgt te wijzigen:

“Titel IV: over de raad van beheer.

Artikel 14: samenstelling, benoeming en vervanging

§1 De vereniging wordt beheerd door een Raad van Bestuur bestaande uit minimaal drie uit de vaste leden benoemde bestuurders voor een duur van drie jaar die herroepbaar zijn door de Algemene Vergadering. De uittreedende leden zijn herverkiesbaar. ~~Hun mandaat wordt gratis uitgeoefend.~~

§ 2 De Raad benoemt een Voorzitter uit haar midden.

Bij afwezigheid van de Voorzitter wordt de functie uitgeoefend door de Schepen van Duurzame Ontwikkeling. De Raad benoemt daarenboven een penningmeester en een secretaris die niet noodzakelijk bestuurders moeten zijn. In dit geval wonen zij de zittingen van de Raad van Bestuur bij met adviserende stem. Deze twee functies kunnen desgevallend uitgeoefend worden door dezelfde persoon.

§3 In geval van ontslag of onvermogen van een van de leden van de Raad van Bestuur kan een tijdelijk bestuurder benoemd worden door de Raad van bestuur ter vervanging van de niet-verschijnende bestuurder. Deze tijdelijke benoeming is slechts van kracht tot de volgende Algemene Vergadering die bijeengeroepen wordt, ten laatste binnen de drie maanden en dit om over te gaan tot de verkiezing van een vervanger. Deze zit het mandaat uit van diegene die hij vervangt.”

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 22 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

**Hebben ja gestemd:**

Frank Van Bockstal, Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Schepenen;

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Gemeenteraadsleden;

**Hebben neen gestemd:**

André du Bus de Warnafe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

---

11.03.2013/A/006 **Statut pécuniaire - Insertion d'un article 10 bis - Octroi d'une prime à la vie chère aux membres du personnel qui sont domiciliés dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale à l'exception du personnel de l'enseignement bénéficiaire d'une subvention-traitement.**

**Geldelijk statuut - Invoeging van een artikel 10 bis - Toekenning van een levensduurtepremie aan de gemeentepersoneelsleden die wonen in een gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met uitzondering van het onderwijzend personeel, dat een weddetoelage ontvangt.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

11.03.2013/A/007 **Convention 2011 entre le Service Public Fédéral Justice et la Commune d'Etterbeek relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives/Approbation. Overeenkomst 2011 tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Etterbeek betreffende de subsidie van het project voor de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen/Goedkeuring**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté notre commune a procédé à l'engagement d'un travailleur universitaire à temps plein chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Attendu qu'à cet effet une convention est établie chaque année entre le Service Public Fédéral Justice et notre Commune ;

Vu la convention 2011 transmise par le Service Public Fédéral Justice, le 7 décembre 2012,

**DECIDE**

D'approuver la conclusion de la convention 2011 ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

**CONVENTION 2011**

**Entre,**

d'une part l'Etat, représenté par le Service Public Fédéral Justice, établi Boulevard de Waterloo, 115, à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé " l'Etat ",

et,

d'autre part la Commune d'ETTERBEEK, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Ch. DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée " la commune ",

il est convenu ce qui suit :

## **I. Objet**

La présente convention est prise en exécution de l'article 69, 3°, premier tiret de la loi du 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 12 août 1994, déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives. Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- a) la formation dans le cadre de la loi sur la probation ;
- b) la peine de travail ;
- c) la médiation pénale ;
- d) les mesures alternatives à la détention préventive ;
- e) les mesures de grâce.

## **II. Obligations de la commune**

La commune s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires ;

Le projet développé par la commune encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et des mesures de diversion pour mineurs. Il est pourvu à l'engagement d'**un travailleur universitaire à temps plein**.

Le personnel recruté par la commune peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la commune à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la commune s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90% des objectifs.

La commune bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements. Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la commune s'engage à respecter les obligations suivantes :

### **A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

### **B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

### **C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;

2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**E. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution) :**

1. collaborer avec l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure.
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

**III. Durée**

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2011 et prend fin le 31 décembre 2011. Elle est révisée en accord avec les parties.

**IV. Rapports d'activités**

La commune est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15ème jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de l'arrondissement judiciaire. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés à la Direction générale Maisons de Justice, Service soutien opérationnel, 115 Bvd de Waterloo, 1000 Bruxelles.

**V. Intervention financière de l'Etat**

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du Ministre de la Justice, mis à la disposition de la commune par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales. Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, un montant total annuel de **39.662,96 Euro** est, dans le cadre de cette convention, alloué à la commune d'Etterbeek. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 universitaire à temps plein : 1 X 39.662,96 €

**Total : 39.662,96 €**

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par tranches provisionnelles mensuelles.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite au prorata de la période effectivement prestée.

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la commune doit remplir le formulaire « **Modification personnel** » lors de chaque engagement, départ ou modification de contrat. Tout départ et/ou remplacement d'un membre du personnel, doit être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit

être transmis au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Cellule Opérationnelle, 115 Bd Waterloo, 1000 Bruxelles. Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la commune transmettra au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Cellule Opérationnelle, 115 Bd Waterloo, 1000 Bruxelles, une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire « **Relevé du personnel** » reprenant une liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention, ainsi que pour chaque membre du personnel le formulaire « **Frais de personnel** », détaillant les frais de personnel, ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non respect des conditions mises dans la convention liant la Commune et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du Service public fédéral Justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'A.R. du 26 avril 1968, la Cour des Comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la commune, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires.  
Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

#### **Pour l'Etat**

La Ministre de la Justice Annemie TURTELBOOM

#### **Pour la commune**

Le Secrétaire communal  
Monsieur Ch. DEBATY

Le Bourgmestre  
Monsieur V. DE WOLF

Bruxelles,

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 4 mars 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen en de criminaliteitspreventie;

Onder de voorwaarden van dit besluit heeft, onze gemeente een voltijdse universitaire werker verwezen die wordt belast met de begeleiding van de personen die het voorwerp zijn van beslissingen van de strafrechtelijke instanties;

Overwegende dat daartoe hierop een overeenkomst is jaarlijks opgesteld door de Federale Overheidsdienst Justitie en onze gemeente;

Gezien de overeenkomst 2011 die door de Federale Overheidsdienst Justitie op 7 december 2012 wordt toegezonden;

## BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2011 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

## OVEREENKOMST 2011

### Tussen,

enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Justitie, gevestigd Waterloolaan, 115, 1000 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

### en,

anderzijds de gemeente ETTERBEEK vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Ch. DEBATY, Stadsecretaris, verder "de gemeente" genoemd,

is het volgende overeengekomen:

### I. Voorwerp van overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden waaronder de gemeente een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen, in uitvoering van artikel 69, 3°, eerste lid van de wet van 30 maart 1994 en het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994.

Deze overeenkomst heeft tot doel in de gemeente personeel te werk te stellen met het oog op het promoten van de toepassing van volgende alternatieve gerechtelijke maatregelen:

- a) Opleiding in het kader van de probatie;
- b) de werkstraf;
- c) de bemiddeling in strafzaken;
- d) de alternatieve maatregelen ter vervanging van een beslissing door de jeugdrechter: de rechtsomlegging (diversiemaatregelen);
- e) de genademaatregelen.

### II. Verbintenissen van de gemeente

De gemeente verbindt er zich toe bijkomend burgerpersoneel aan te werven belast met de omkadering van personen, die het voorwerp uitmaken van beslissingen van gerechtelijke instanties.

Het door de gemeente ontwikkelde project staat in voor de omkadering van dienstverleningen, werkstraffen en diversiemaatregelen. Hiertoe wordt een toelage toegekend voor de aanwerving van **één voltijds universitair**.

Het personeel aangeworven door de gemeente kan ter beschikking worden gesteld van een vzw. De voorwaarden van deze terbeschikkingstelling maken het voorwerp uit van een geschreven samenwerkingsakkoord tussen de gemeente en de vereniging. Enkel de vereniging zal in dit geval verantwoordelijk zijn voor de omkadering van de alternatieve gerechtelijke maatregelen ten aanzien van de bevoegde gerechtelijke autoriteiten.

Voor een werkstrafproject dient de stad/gemeente te voldoen aan volgende voorwaarden: permanente tewerkstelling van minimum 7 en maximum 12 dienstverleners gedurende minimum 800 uur/jaar om een voltijdse werknemer te kunnen aanwerven.

De projecten dienen na twee jaar 90% van de doelstellingen te hebben bereikt.

De begunstigde gemeente dient de functionerings – en investeringskosten, verbonden aan de recruitering, op zich te nemen.

In het kader van deze activiteiten en overeenkomstig de verschillende soorten maatregelen, verbindt de gemeente er

zich toe volgende verplichtingen na te komen:

**A. Opleiding in het kader van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1994:**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

**B. Werkstraf (wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken):**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de straf;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de werkstraf rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

**C. Modaliteiten van de bemiddeling in strafzaken, overeenkomstig de wet van 10 februari 1994:**

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening, de vorming of de behandeling, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

**D. Alternatieve maatregelen ter vervanging van de voorlopige hechtenis (artikel 35 en volgende van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis):**

1. samenwerken met de justitieassistent in het kader van de uitwerking van een begeleidingsplan voor de tenuitvoerlegging van de voorwaarden;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de voorwaarden, rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

**E. Alternatieve maatregelen in het kader van de genade (artikel 110 van de Grondwet):**

1. samenwerken met de justitieassistent die toezicht houdt op de plaats en de uitvoering van de maatregel;
2. een persoon aanduiden die inzake de tenuitvoerlegging van de dienstverlening of de opleiding rechtstreeks verantwoordelijk is voor het dagelijks toezicht;
3. bij iedere onregelmatigheid dient de justitieassistent hierover onverwijld ingelicht te worden.

**III. Duur van de overeenkomst**

De overeenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur. Ze treedt in werking op 1 januari 2011 en eindigt op 31 december 2011. Ze kan worden herzien na akkoord met de partijen.

**IV. Activiteitenrapport**

De gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) dient een trimestrieel rapport op te stellen. Dit dient de 15de dag van de maand volgend op het vorige trimester te worden overgemaakt. Het jaarlijks rapport bestaat uit een kwalitatief en een kwantitatief luik en dient uiterlijk 15 januari te worden overgemaakt. Het kwalitatieve luik bevat de doelstellingen van het project, het programma, de kritische analyse van de ontwikkelingen gedurende het afgelopen werkingsjaar.

Deze stukken dienen door de gemeente (of de vereniging aangesteld door de stad) te worden overgemaakt aan de coördinator alternatieve maatregelen van het gerechtelijk arrondissement. Bij afwezigheid van laatstgenoemde dienen de stukken te worden gestuurd naar de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraat-generaal Justitiehuisen, Dienst Operationele Ondersteuning, Waterloolaan 115 te 1000 Brussel.

**V. Financiële tussenkomst van de Staat**

Na ondertekening van deze overeenkomst en rekening houdend met artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de stadn een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel, zullen de kredieten die overeenstemmen met de forfaitaire



tegenoetkoming waarin het contract voorziet, op verzoek van de Minister van Justitie, door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking van de gemeente worden gesteld door tussenkomst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten.

Binnen de beschikbare kredieten, die jaarlijks door de Ministerraad worden goedgekeurd, wordt in het kader van deze overeenkomst jaarlijks een totaal bedrag van **39.662,96 Euro** toegekend aan de gemeente Etterbeek.

Het betreft volgende tegemoetkoming :

Personeelskost :

1 voltijds universitair personeelslid: 1x 39.662,96€

**Totaal : 39.662,96 €**

De betaling van de financiële tegemoetkoming wordt verricht in voorlopige maandelijkse schijven.

In geval dat het personeel is aangeworven voor een deel van het gerefereerde budgettaire jaar, wordt de forfaitaire tussenkomst evenredig verminderd in verhouding tot de effectief gepresteerde periode.

Opdat de overeengekomen bedragen effectief worden uitbetaald, dient de gemeente het formulier **“Wijziging personeelsbestand”**, bij elke aanwerving, ontslag of aanpassing aan het contract in te vullen. Elk ontslag en/of vervanging van personeel dient aan de hand van dit formulier onmiddellijk te worden gecommuniceerd. Dit formulier moet duidelijk de datum van indiensttreding aangeven. Dit formulier dient te worden overgemaakt aan de Federale Overheidsdienst Justitie, Directoraat-generaal Justitiehuisen, Dienst Operationele Ondersteuning, 115 Waterloolaan te 1000 Brussel. Het personeel dient niet op dezelfde datum te worden aangeworven.

De verantwoordingsstukken zullen jaarlijks worden gecontroleerd. Daartoe zal de gemeente aan de Federale Overheidsdienst justitie, Directoraat-generaal Justitiehuisen, Dienst Operationele Ondersteuning, 115 Waterloolaan te 1000 Brussel, vóór 31 maart van het begrotingsjaar volgend op het jaar waarin de kredieten werden toegekend, een afschrift van de verantwoordingsstukken overmaken die de aard en het bedrag van de uitgaven bewijzen (met name het formulier **”Personeelsoverzicht”** bevattende een overzicht van het aangeworven personeel in het kader van deze overeenkomst, evenals voor elk personeelslid het formulier **“personeelskosten”** evenals de bijlagen die gevraagd werden in de desbetreffende formulieren).

De niet-naleving van de in de overeenkomst vermelde voorwaarden die de gemeente en de Federale Overheidsdienst Justitie verbinden, kan leiden tot de schorsing van de betaling van de forfaitaire uitkering en tot de gedeeltelijke of zelfs volledige terugvordering ervan.

Iedere beslissing van de Minister van Justitie om over te gaan tot de schorsing of zelfs de terugvordering van de tegemoetkoming wordt ter kennis van de Minister van Binnenlandse Zaken gebracht met het verzoek om de genoemde rijksdienst ermee te belasten hiertoe de nodige maatregelen te nemen.

Naast de controles voorzien bij het koninklijk besluit van 26 april 1968, kan het Rekenhof ter plaatse controles uitvoeren.

Gelet op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en gelet op de tijd nodig voor de behandeling van het financieel dossier dat moet toelaten de voorziene bedragen aan de gemeente over te maken, moet de gemeente voor deze periode de nodige voorschotten voorzien om het opstarten van de in deze overeenkomst voorziene maatregelen te verzekeren.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren ondertekend.

Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

**Voor de Staat,**

De Minister van Justitie, Annemie TURTELBOOM

**Voor de stad,**

De stadsecretaris,  
Monsieur Ch. DEBATY

De burgemeester,  
Monsieur V. DE WOLF

Brussel,

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 4 maart 2013.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/008 **Patrimoine Communal – Convention de mise à disposition précaire d'un espace situé dans l'immeuble 49-61 rue des Champs à 1040 Etterbeek.**

**Gemeentelijke Patrimonium - Precaire bezettingsovereenkomst van een ruimte gelegen in het gebouw 49-61 Veldstraat te 1040 Etterbeek.**

Le Conseil Communal,

Attendu que le C.P.A.S.d'Etterbeek a conclu une convention de prêt à usage avec l'A.S.B.L. CREADANSE, représentée par Mme Marta HERNANDO, lui octroyant la jouissance libre et entière d'une partie de l'immeuble sis 29 avenue des Casernes à 1040 Etterbeek ;

Attendu que la convention avait été conclue pour une durée d'un an, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 août 2013, afin de permettre à l'A.S.B.L. de trouver de nouveaux locaux appropriés à son activité ;

Attendu qu'en application de l'article 1, & 5 de la convention de prêt à usage, dans le cadre de l'entrée dans sa phase de démolition du projet de réaménagement immobilier des Jardins de la Chasse, le C.P.A.S. et la Commune d'Etterbeek ont résilié anticipativement la convention, moyennant un préavis de 2 mois se terminant le 10 février 2013 ;

Attendu qu'une solution temporaire a pu être trouvée pour l'A.S.B.L. dans l'immeuble 49-61 rue des Champs, afin de lui permettre de poursuivre ses recherches tout en continuant à accueillir ses élèves jusqu'à la fin de l'année scolaire et, ce bien que la convention avec le C.P.A.S. ne prévoyait pas d'obligation de résultat de fourniture de nouveaux locaux en cas de résiliation anticipée ;

Attendu en effet qu'une procédure d'expropriation du bâtiment situé 49 à 61 rue des Champs à 1040 Etterbeek est en cours et aboutira très prochainement; que la Commune a conclu une convention d'occupation précaire avec la Régie des Bâtiments pour ledit bâtiment ; que l'immeuble est actuellement inoccupé dans l'attente d'une destination finale ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

D'entériner les termes de la convention d'occupation précaire conclue avec l'A.S.B.L. CREADANSE pour l'espace délimité sur le plan joint à la convention dans l'immeuble 49 à 61 rue des Champs à 1040 Etterbeek.

**COMMUNE D'ETTERBEEK - REGIE FONCIERE**

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PRÉCAIRE DE L'ESPACE REPRIS SUR LE PLAN EN ANNEXE SITUE DANS L'IMMEUBLE 49 A 61 RUE DES CHAMPS A 1040 ETTERBEEK.**

**Entre** la Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF** Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, « propriétaire » (gérance : Service de la Régie Foncière – 115 avenue d'Auderghem – 2<sup>ième</sup> étage) ;  
Ci après « La Commune d'Etterbeek »

**Et L'A.S.B.L. CREADANSE, représentée par Madame Marta HERNANDO, présidente**  
Ci-après « l'A.S.B.L. »

## **1. Préambule**

Afin de permettre à l'A.S.B.L. CREADANSE, représentée par Mme Marta HERNANDO, de trouver de nouveaux locaux appropriés à son activité, le C.P.A.S.d'Etterbeek a conclu avec l'A.S.B.L une convention de prêt à usage pour une durée d'un an, du 1er septembre 2012 au 31 août 2013, lui octroyant la jouissance libre et entière d'une partie de l'immeuble sis 29 avenue des Casernes à 1040 Etterbeek.

En application de l'article 1, & 5 de la convention de prêt à usage, dans le cadre de l'entrée dans sa phase de démolition du projet de réaménagement immobilier des Jardins de la Chasse, le C.P.A.S. et la Commune d'Etterbeek ont résilié anticipativement la convention, moyennant un préavis de 2 mois se terminant le 10 février 2013.

Bien que la convention avec le C.P.A.S. ne prévoyait pas d'obligation de résultat de fourniture de nouveaux locaux en cas de résiliation anticipée, la Commune d'Etterbeek a pu trouver une solution temporaire pour l'A.S.B.L. dans l'immeuble 49-61 rue des Champs, afin de lui permettre de poursuivre ses recherches tout en continuant à accueillir ses élèves jusqu'à la fin de l'année scolaire.

## **2. En conséquence de quoi il est convenu**

-

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La Commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur **Vincent DE WOLF** Bourgmestre, et Monsieur **Christian DEBATY**, Secrétaire Communal, « propriétaire » (gérance : Service de la Régie Foncière – 115 avenue d'Auderghem – 2<sup>ième</sup> étage) consent un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable portant sur l'espace repris sur le plan en annexe à la présente sis dans l'immeuble 49 à 61 rue des Champs à 1040 Etterbeek à **l'A.S.B.L. CREADANSE, représentée par Mme Marta HERNANDO, Présidente.**

Le droit d'occupation précaire et provisoire ainsi consenti l'est à titre gratuit, sous réserve de ce qui est stipulé à l'article 4 concernant les charges.

### **Article 2 : Durée**

La mise à disposition prend cours le 11 février 2013 pour se terminer de plein droit le 31 août 2013 sans qu'une tacite reconduction ne puisse être invoquée.

### **Article 3 : Occupation**

L'accès au local par l'A.S.B.L. n'aura lieu que du lundi au samedi, de 17h à 22h en semaine, le mercredi après-midi (de 14h à 22h) et toute la journée du samedi (de 9h à 22h). Le lieu pourra également être occupé ponctuellement le dimanche, moyennant avertissement préalable de 7 jours. L'ASBL informera La Commune d'Etterbeek, six semaines à l'avance, de l'occupation prévue pendant les périodes de vacances scolaires. L'accès aux locaux se fera en accord avec la Commune, dans le respect des dispositions de sécurité du bâtiment.

L'A.S.B.L. pourra mettre fin à la convention à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis de un mois.

La Commune peut mettre fin au contrat à tout moment, par lettre recommandée à la poste, en exposant le motif invoqué avec congé de trois mois pour permettre à l'A.S.B.L. de rechercher de nouveaux locaux.

Toute infraction à quelque clause que ce soit entraînerait de plein droit la rupture de la présente convention.

#### **Article 4 : Charges**

Les charges d'entretien et notamment les frais relatifs aux distributions d'électricité, de gaz et d'eau sont à charge de l'A.S.B.L.

Si le contrat de prêt à usage prend fin avant l'échéance prévue ci-dessus, l'A.S.B.L. sera redevable des charges proportionnellement au nombre de mois d'occupation.

L'A.S.B.L. supportera les frais générés par son occupation à savoir, les frais de consommation d'eau, d'électricité et de gaz, les frais de services, notamment de garde, de détection incendie, selon un forfait de 400,00 € par mois.

L'A.S.B.L. versera pour le cinquième jour de chaque mois les montants repris ci-dessus, soit 400,00 €, au compte n° de la Commune d'Etterbeek.

#### **Article 5 :**

L'occupation gratuite est consentie à l'association exclusivement pour l'exercice des activités sociales définies par ses statuts. Tout but de lucre entraîne à l'égard de l'A.S.B.L. la déchéance du droit d'occupation gratuit concédé par la Commune.

Aucune autre association ne pourra occuper les lieux sans consentement exprès et écrit de la Commune.

#### **Article 6 :**

La Commune ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

#### **Article 7 :**

La Commune aura le droit de visiter les locaux dans leur entièreté pendant toute la durée de la convention, moyennant rendez-vous. Au cas où le Service des travaux, assumant la gérance administrative de l'immeuble, constatait soit des problèmes touchant à l'hygiène, soit des dégradations importantes, la Commune en avisera immédiatement l'A.S.B.L. qui prendra les mesures pour y remédier.

#### **Article 8 :**

Un état des lieux d'entrée sera établi contradictoirement par les deux parties avant la remise des clefs.

Qu'il y ait renouvellement ou échéance, les dégradations et les défauts d'entretien constatés dans l'état des lieux seront réparés par l'A.S.B.L.

#### **Article 9 :**

L'A.S.B.L. est tenue de veiller au respect des occupants du reste du bâtiment. Elle est également tenue de restituer le bien en bon état (propreté, ...).

#### **Article 10 : Précompte immobilier.**

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur l'immeuble par l'Etat, la Province, la Commune ou tout autre organe administratif sont à charge de la Commune.

#### **Article 11 :**

Les lieux ne pourront être modifiés qu'avec l'accord de la Commune : sauf convention contraire, les modifications seront acquises à cette dernière sans indemnité.

A défaut d'accord, la Commune pourra les reprendre à son compte sans indemnisation ou exiger que les lieux soient remis dans leur état initial.

#### **Article 12 :**

L'utilisation de gaz propane ou butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

#### **Article 13 : Assurances.**

La Commune souscrira une police d'assurance couvrant les risques incendie et périls connexes.

L'A.S.B.L. prendra toute assurance couvrant sa responsabilité en cas de sinistre, ainsi qu'une assurance couvrant sa responsabilité pour tout accident de personne pouvant survenir au personnel ou à toute personne amenée à fréquenter

les lieux. Elle devra produire copie des contrats précités.

L'A.S.B.L. déclare renoncer, sans réserve, à tout recours contre le propriétaire du chef des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

**Article 14 : Condition résolutoire**

La présente convention est soumise sous la condition résolutoire de sa non approbation par le Collège des Bourgmestre et Echevins et par le Conseil Communal.

Fait à Etterbeek le \_\_\_\_\_ en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

**LA COMMUNE D'ETTERBEEK :**

**Par Ordonnance :**

**Le Secrétaire Communal,**

**Le Bourgmestre,**

**Christian DEBATY.**

**Vincent DE WOLF.**

***Pour l'A.S.B.L. « Créadanse »:***

**La Présidente,**

**Marta HERNANDO**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat het OCMW van Etterbeek een bruikleenovereenkomst gesloten heeft met de vzw CREADANSE, vertegenwoordigd door mevr. Marta Hernando, waarin haar het vrije en volledige genot toegekend werd van een deel van het gebouw in de Kazernenlaan 29 in 1040 Etterbeek;

overwegende dat de overeenkomst gesloten werd voor een duur van een jaar, ofwel van 1 september 2012 tot en met 31 augustus 2013, om de vzw de mogelijkheid te bieden nieuwe lokalen te vinden die geschikt zijn voor haar activiteit;

overwegende dat het OCMW en de gemeente Etterbeek bij toepassing van artikel 1 & 5 van de bruikleenovereenkomst en in het kader van de start van de afbraakwerken in het dossier van de herontwikkeling van het Jachthof, de overeenkomst voortijdig beëindigd hebben, middels een vooropzeg van twee maanden die afloopt op 10 februari 2013;

overwegende dat de vzw tijdelijk ondergebracht kon worden in het gebouw op nr. 49-61 in de Veldstraat, zodat zij daar verder kon zoeken en tegelijkertijd haar leerlingen kon blijven ontvangen tot het einde van het schooljaar, en dit terwijl de overeenkomst met het OCMW niet inhield dat er nieuwe lokalen gezocht moesten worden bij voortijdige beëindiging;

overwegende dat er namelijk een onteigeningsprocedure loopt voor het gebouw in de Veldstraat 49 tot 61 in 1040 Etterbeek en dat deze zeer binnenkort zal aflopen; dat de gemeente een preciaire gebruiksovereenkomst heeft gesloten met de Regie der Gebouwen voor dit gebouw; dat het gebouw momenteel leegstaat in afwachting van een uiteindelijke bestemming;

gelet op artikel 23 van de Nieuwe Gemeentewet;

## **BESLIST**

de bepalingen te bekrachtigen van de preciaire gebruiksovereenkomst met de vzw CREADANSE voor de afgebakende ruimte op het bij de overeenkomst gevoegde plan.

### **GEMEENTE ETTERBEEK REGIE VAN GRONDBELEID**

-

#### **OVEREENKOMST TOT PRECAIRE TERBESCHIKKINGSTELLING VAN DE RUIMTE DIE VERMELD STAAT OP HET BIJGEVOEGDE PLAN EN GELEGEN IS IN HET GEBOUW OP NUMMER 49 TOT 61 VAN DE VELDSTRAAT IN 1040 ETTERBEEK.**

**Tussen** de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, namens wie optreden: de heer **Vincent De Wolf**, burgemeester, en de heer **Christian Debaty**, gemeentesecretaris; hierna ‘de eigenaar’ genoemd (beheer: Regie van Grondbeleid – Oudergemlaan 115 – tweede verdieping).

**En de vzw CREADANSE, vertegenwoordigd door mevrouw Marta Hernando, voorzitter** hierna ‘de vzw’ genoemd

#### **1. Inleiding**

-

Om de vzw CREADANSE, vertegenwoordigd door mevrouw Marta Hernando, de mogelijkheid te geven om geschikte nieuwe lokalen te vinden voor haar activiteit, heeft het OCMW van Etterbeek een bruikleenovereenkomst gesloten met de vzw voor een duur van een jaar, van 1 september tot en met 31 augustus 2013, waarbij haar het vrije en volledige genot verleend werd van een deel van het gebouw in de Kazernenlaan 28 in 1040 Etterbeek.

In het kader van de start van de afbraakwerken voor het project van de herontwikkeling van het Jachthof hebben het OCMW en de gemeente Etterbeek bij toepassing van artikel 1 & 5 van de bruikleenovereenkomst de overeenkomst voortijdig beëindigd, mits een vooropzeg van twee maanden die ten einde loopt op 10 februari 2013.

Hoewel de overeenkomst met het OCMW niet er niet in voorzien dat er nieuwe lokalen ter beschikking gesteld moeten worden bij voortijdige beëindiging, heeft de gemeente Etterbeek een tijdelijke oplossing kunnen vinden voor de vzw, in het gebouw op nummer 49-61 in de Veldstraat, om haar de mogelijkheid te bieden verder te zoeken en tegelijkertijd haar leerlingen te blijven ontvangen tot aan het einde van het schooljaar.

#### **2. Als gevolg waarvan werd overeengekomen**

##### **Artikel 1: Voorwerp**

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen namens wie optreden: de heer **Vincent De Wolf**, burgemeester, en de heer **Christian Debaty**, gemeentesecretaris, ‘eigenaar’ (beheer: Regie van Grondbeleid – Oudergemlaan 115 – tweede verdieping) verleent een precair en in wezen herroepbaar gebruiksrecht met betrekking tot de ruimte die opgenomen is op het bijgevoegde plan, gevestigd in het gebouw in de Veldstraat 49 tot 61 in 1040 Etterbeek, aan de **vzw Créadanse, vertegenwoordigd door mevr. Marta Hernando, voorzitter**.

Het precair en tijdelijk gebruiksrecht wordt kosteloos verleend, onder voorbehoud van wat bepaald is in artikel 4 betreffende de lasten.

##### **Artikel 2: Duur**

De terbeschikkingstelling gaat in op 11 februari 2013 en loopt van rechtswege ten einde op 31 augustus 2013, zonder dat een stilzwijgende verlenging kan worden ingeroepen.

### **Artikel 3: Gebruik**

De vzw heeft enkel toegang tot het lokaal van maandag tot en met zaterdag, van 17 u. tot 22 u. tijdens de week, op woensdagnamiddag van 14 u. tot 22 u. en zaterdag gedurende de dag van 9 u. tot 22 u. Het lokaal mag ook op gezette tijdstippen gebruikt worden op zondag, mits verwittiging zeven dagen op voorhand. De vzw zal de gemeente Etterbeek zes weken op voorhand op de hoogte brengen van het geplande gebruik tijdens de schoolvakantieperiodes. De toegang tot de lokalen wordt verleend in samenspraak met de gemeente, met naleving van de veiligheidsvoorschriften van het gebouw.

De vzw kan de overeenkomst te allen tijde beëindigen per aangetekende brief, mits een maand vooropzeg.

De gemeente kan de overeenkomst te allen tijde beëindigen per aangetekende brief, mits toelichting van de reden voor de beëindiging en mits een vooropzeg van drie maanden om de vzw de mogelijkheid te bieden om nieuwe lokalen te zoeken.

Elke overtreding van eender welke clausule heeft van rechtswege de verbreking van deze overeenkomst tot gevolg.

### **Artikel 4: lasten**

-

De onderhoudslasten en in het bijzonder de kosten met betrekking tot de distributie van elektriciteit, gas en water zijn ten laste van de vzw.

Als de bruikleenovereenkomst beëindigd wordt voor het verstrijken van de bovenvermelde vervaldatum, zal de vzw lasten verschuldigd zijn in verhouding tot het aantal maanden dat zij de lokalen gebruikt heeft.

De vzw zal de kosten dragen die het gebruik van de ruimte met zich meebrengt, zoals de kosten voor het verbruik van water, elektriciteit en gas, evenals de kosten van dienstverlening zoals bewaking, branddetectie, tegen een vast bedrag van € 400 per maand.

De vzw zal voor de vijfde dag van elke maand de bovenstaande bedragen storten, wat neerkomt op € 400 per maand.

De vzw zal de bovenstaande bedragen ten belope van € 400 storten op de rekening van de gemeente Etterbeek, en dit tegen de vijfde dag van elke maand.

### **Artikel 5:**

-

Het gratis gebruik wordt enkel aan de vereniging toegestaan voor de uitoefening van de sociale activiteiten zoals vermeld in haar statuten. Elke vorm van winstbejag leidt er ten aanzien van de vzw toe dat het door de gemeente verleende gratis gebruiksrecht vervalt.

Geen enkele andere vereniging mag de ruimte gebruiken zonder uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de gemeente.

### **Artikel 6:**

De gemeente zal niet verantwoordelijk zijn voor de nadelen of schade die zou kunnen voortvloeien uit de distributie of installaties van water, gas en elektriciteit.

### **Artikel 7:**

De gemeente heeft het recht om de lokalen, mits afspraak, in hun geheel te bezichtigen gedurende de hele duur van de overeenkomst. Indien de dienst Openbare werken, die instaat voor het administratief beheer van het gebouw, problemen met de hygiëne of aanzienlijke schade zou vaststellen, dan zal de gemeente de vzw hier onmiddellijk van op de hoogte stellen en zal de vzw de nodige maatregelen treffen om dit te verhelpen.

**Artikel 8:**

Bij intrek in de ruimte stellen beide partijen op tegenspraak een plaatsbeschrijving op voorafgaand aan de overhandiging van de sleutels.

Ongeacht of de overeenkomst verlengd wordt of vervalt, zullen de vastgestelde beschadigingen en onderhoudsgebreken hersteld worden door de vzw.

**Artikel 9:**

De vzw dient de bewoners van de rest van het gebouw te respecteren. Zij moet het goed ook in goede staat (netheid ...) teruggeven.

**Artikel 10:**

Alle belastingen en taksen op het gebouw die geïnd zijn of zullen worden door de staat, de provincie, de gemeente of elk ander bestuurlijk orgaan, zijn voor rekening van de gemeente.

**Artikel 11:**

De lokalen mogen enkel gewijzigd worden met toestemming van de gemeente: behoudens anders overeengekomen verwerft deze laatste de wijzigingen zonder vergoeding.

Bij uitblijven van een overeenkomst kan de gemeente deze overnemen zonder vergoeding of eisen dat de lokalen hersteld worden in hun aanvankelijke staat.

**Artikel 12:**

Het gebruik van flessen propaan- of butaangas is verboden op straffe van verbreking van het contract.

**Artikel 13: Verzekeringen.**

De gemeente sluit een verzekeringspolis tegen het risico op brand en aanverwante gevaren.

De vzw sluit een verzekering af die haar aansprakelijkheid dekt bij schadegevallen, en een verzekering tegen haar aansprakelijkheid voor elk persoonsongeval dat het personeel zou kunnen overkomen of om het even welke persoon die de lokalen bezoekt. Zij zal een kopie moeten voorleggen van de voormelde polissen;

De vzw verklaart zonder voorbehoud af te zien van elk beroep tegen de eigenaar krachtens artikels 1386 en 1721 van het Burgerlijk Wetboek.

**Artikel 14: Ontbindende voorwaarde**

Deze overeenkomst wordt ontbonden indien ze niet goedgekeurd wordt door het college van burgemeester en schepenen en door de gemeenteraad.

Opgemaakt in Etterbeek op \_\_\_\_\_ in evenveel exemplaren als er partijen zijn. Elke verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

***DE GEMEENTE ETTERBEEK:***

**In opdracht:**

**De gemeentesecretaris,**

**Christian Debaty**

**De burgemeester**

**Vincent De Wolf**

***Namens de vzw Créadanse:***



**De voorzitter,  
Marta Hernando**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/009 **Régie Foncière - Immeubles sis chaussée de Wavre 331 et 335, rue Louis Hap 20 et rue Posschier 30 - Travaux de rénovation des façades - Non attribution et relancement de la procédure négociée sans publicité.  
Regie van Grondbeleid - Gebouwen gelegen Waversesteeweg 331 en 335 - Louis Hapstraat 20 en Posschierstraat 30 - Renovatiewerken van gevels - Niet toegekend en hernieuwing van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 24 janvier 2013.

Objet : Régie Foncière – Immeubles sis 331 et 335 chaussée de Wavre, 20 rue Louis Hap et 30 rue Posschier – Travaux de rénovation des façades – Non attribution et relancement de la procédure négociée sans publicité.

Estimation de la dépense : + / - 67.000,00 €, H.T.V.A.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2013 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 24 januari 2013.

Onderwerp : Regie van Grondbeleid – Gebouwen gelegen 331 en 335 Waversesteenweg, 20 Louis Hapstraat en 30 Posschierstraat – Renovatiewerken van gevels – Niet toegekend en hernieuwing van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

Raming van de uitgave : +/- 67.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 243.01 van de begroting 2013 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/010 **Institut Ernest Richard II - Rénovation de la toiture des ateliers "Garage" - Approbation des conditions et du mode de passation**  
**Instituut Ernest Richard II - Renovatie van het dak van de werkplaatsen "Garage" - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/AJ/2013/01 relatif au marché "Rénovation de la toiture des ateliers "Garage" à l'Institut Ernest Richard II" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 735/72413-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide: sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de Tutelle,

### **Article 1<sup>er</sup>**

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/AJ/2013/01 et le montant estimé du marché "Rénovation de la toiture des ateliers "Garage" à l'Institut Ernest Richard II", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 100.000,00 € (incl. 21% TVA).

### **Article 2**

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

### **Article 3**

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

### **Article 4**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 735/72413-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er dwingende spoed is, voortvloeiend uit niet te voorzien omstandigheden;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Renovatie van het dak van de werkplaatsen "Garage" in het Instituut Ernest Richard II" een bijzonder bestek met nr. TP/AJ/2013/01 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2013, op artikel 735/72413-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit: onder voorbehoud van de goedkeuring van de nodige kredieten door de Toezichthoudende overheid,

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/AJ/2013/01 en de raming voor de opdracht "Renovatie van het dak van de werkplaatsen "Garage" in het Instituut Ernest Richard II", opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt 100.000,00 € (incl. 21% btw).

### **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

### **Artikel 3**

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

### **Artikel 4**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2013, op artikel 735/72413-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/011 **ASBL Antenne Atrium-Chasse/De Jacht Etterbeek - Compte 2011 - Budget 2012 – Approbation du subsidie communal 2012 – Liquidation**  
**VZW Antenne Atrium Chasse/de Jacht Etterbeek - Rekeningen 2011- begroting 2012 - Goedkeuring gemeentelijke subsidie 2012 - Uitbetaling**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subsidie de 15.000€ en faveur de l'asbl « Antenne Atrium La Chasse – De Jacht Etterbeek » a été inscrit à l'article 520/332.02/03 du budget 2012 de la Commune d'Etterbeek;

Considérant que conformément au contrat de quartier commerçant établi entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune d'Etterbeek et l'asbl « Antenne Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek », (art.5 p2) la Commune d'Etterbeek s'est engagée à inscrire à son projet de budget, pour l'exercice 2012, les crédits inhérents à la réalisation de ce contrat, sous réserve des disponibilités budgétaires;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise précisent que les comptes et budgets des asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés par les Conseils Communaux compétents;

Vu les comptes 2011 et le budget 2012 de l'Antenne Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek;

Vu le Règlement communal voté en date du 15 octobre 2007, relatif au contrôle de l'octroi des subsides;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2011 et le budget 2012 de l'asbl Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek » tel que repris en annexe;

Et

D'autoriser le paiement du subside communal 2012 d'un montant de 15.000 € prévu à l'article 520/332.02/03

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad;

Overwegende dat en subsidie van 15.000,00€ ten gunste van de vzw « Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek » ingeschreven werd op artikel 520/332.02/03 van de begroting 2012 van de Gemeente Etterbeek.

Overwegende dat in overeenstemming met het handelswjkcontract opgemaakt tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Etterbeek en de vzw « Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek » (art.5p2), de Gemeente Etterbeek de verbintenis genomen heeft om in haar begrotingsproject voor de boekjaar 2012 en de daartoe verbonden kredieten voor de verwezenlijking van dit contact, onder voorbehoud van de beschikbare begrotingmiddelen, in te schrijven;

Overwegende dat de instructies van Dhr Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalen dat de rekeningen en de begrotingen van de door de Gemeenten gesubsidieerde vzw's moeten goedgekeurd worden door de bevoegde Gemeenteraden,;

Gelet op de rekeningen voor 2011 en de begroting 2012 voor de vzw « Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek »;

Gelet op het gemeentelijke Reglement in verband met de toekenning van subsidies, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 oktober 2007;

Gelet op artikel 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De rekening voor 2011 en de begroting 2012 van de vzw "Atrium La Chasse-De Jacht Etterbeek" zoals bijlage hernomen, goed te keuren ;

En

De betaling van de gemeentelijke subsidies 2012 van een bedrag van 15.000€, voorzien op artikel 520/332.02/03, toe te laten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/B/012 **Services administratifs - Modification**  
**Administratieve diensten - Wijziging**

Le Conseil,

Revu sa délibération du 20 septembre 2010 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 2010 ;

Vu le règlement communal, voté le 20 septembre 2010, relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekoïses ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Attendu que par des instructions antérieures le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale invite les Communes à fixer le montant de leurs redevances en fonction du coût réel des services rendus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté royal du 10 février 1983 portant des mesures d'encouragement à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu la décision du 7 février 2001 de M. le Ministre en charge de l'Environnement en Région de Bruxelles-Capitale;

ARRETE :

Article 1 : Les services rendus aux particuliers dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement à la commune des redevances relevées ci-après :

- 1° Renseignements de population, d'état civil et autres renseignements pour lesquels des documents sont remis : € 7,50
- 
- 2° Duplicata de permis d'urbanisme, d'autorisation délivrée par la commune en matière de permis d'environnement : € 7,50
- 
- 3° Duplicata d'autorisation délivrée par l'autorité supérieure notamment en matière de permis d'environnement : €
- 7,50
- 4° Certification conforme de copies de documents dans tous les cas où cette certification peut être obtenue par les soins d'autres administrations ou organismes que la commune d'Etterbeek : € 7,50
- 5° Plans :
- 
- a) Plans de la commune (échelle 1/5000e) : € 2,50
- en noir et blanc (échelle 1/2500e) : €
- 7,50
- b) Copies de plans de bâtiments, de cartes réglementaires, etc. par numériseur-traceur :
- Copie noir/blanc - Format A0 : € 7,50
- Format A1 : € 5,00
- Format A2 : € 2,50
- Format A3 : € 1,25
- Format A4 : € 0,65

Copie couleur	- Format A0 :	€ 17,50
€ 12,50	- Format A1 :	
€ 7,50	- Format A2 :	
€ 3,75	- Format A3 :	
€ 2,00	- Format A4 :	
c) Copies de plans d'archives d'immeubles par reproduction analogique :		
Papier blanc	- Format A0 :	€ 5,00
€ 3,75	- Format A1 :	
€ 2,00	- Format A2 :	
Papier calque	- Format A0 :	€ 10,00
€ 5,00	- Format A1 :	
€ 3,75	- Format A2 :	

#### 6° Ouverture de dossiers

-

a) pour l'obtention d'un certificat d'urbanisme, d'un permis d'urbanisme ou d'un permis de lotir :

Les plans introduits et le formulaire de demande sont déterminants pour le montant de la redevance à payer pour l'examen de dossier.

L'administration se réserve le droit d'ajuster ce montant en fonction des surfaces réellement constatées lors de la vérification des plans constitutifs du dossier en cas de divergences entre ces plans et les superficies mentionnées dans le formulaire de demande.

Le montant de cette redevance doit être payé avant la délivrance du permis d'urbanisme, du certificat d'urbanisme ou du permis de lotir.

La superficie de plancher à prendre en compte étant la superficie de plancher déterminée ci-dessus

1. dossiers ne nécessitant ni l'avis du Fonctionnaire délégué ni l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher

37,50 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

37,50 €

0,50 € + par m<sup>2</sup>

1. dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué et/ou l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher

74,50 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

74,50 €

0,50 € + par m<sup>2</sup>

1. dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué, les mesures particulières de publicité et l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher

124,00 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

124,00 €

0,50 € + par m<sup>2</sup>

Les affiches sont gratuites.

La délivrance de copies des procès-verbaux et avis de la Commission de concertation n'entraîne pas de frais de recherche.

Les dossiers de demande de permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie sont exonérés du paiement de la redevance.

b) Pour le placement d'échafaudages, d'échelles volantes : € 37,50

c) Pour le placement d'appareils automatiques, de pompes à essence : € 37,50

d) Pour l'occupation temporaire de la voie publique : € 37,50

Ces redevances sont triplées en cas de régularisation d'un placement, d'une occupation, d'une construction ou d'un lotissement effectués sans l'autorisation requise.



7° Recherche d'archives et renseignements urbanistiques :

-  
1) recherches d'archives € 37,50/heure  
avec un minimum de : € 37,50

2. a) renseignements urbanistiques conforme à l'article 275 du code bruxellois de l'aménagement du territoire : € 62,00/par adresse

2. b) renseignement urbanistiques avec détermination de l'utilisation légale du bien : € 132,00/adresse

Toutefois l'exonération de la redevance est appliquée pour les services rendus à des fins scientifiques ou culturelles et dénuées de tout esprit de lucre.

8° Délivrance de photocopies

- Format A4 : € 0,20/pièce  
- Format A3 : € 0,25/pièce

9° Cahiers des charges ou autres documents d'adjudications, de marchés de travaux, de fournitures et services

prix coûtant avec un minimum de : € 25,00

10° Recherches généalogiques ou autres : € 50,00/heure

avec un minimum de : € 50,00

11° Listes périodiques des demandes de permis d'urbanisme, etc... : € 62,00/an

Le Collège des Bourgmestre et Echevins apprécie, compte tenu de l'importance de la liste demandée et de la charge devant en résulter pour la commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement.

Il détermine également la périodicité de la délivrance des listes précitées.

12° Listes électorales : € 385,00

(pour les exemplaires demandés par les partis politiques démocratiques reconnus comme tels, ce tarif ne s'applique qu'à partir du 3ème exemplaire conformément à l'article 17 du code électoral).

13° a) Constitution de dossiers administratifs :

-  
pour l'ouverture, la réouverture, la reprise d'un débit de boissons, restaurant, snack, cercle privé et tout autre établissement assimilé : € 50,00

b) Autres prestations

-  
1) par réouverture d'établissement ou de tout commerce après fermeture sur ordre de l'Administration communale, pour non-respect des prescrits et mesures d'hygiène, après deux visites d'un agent communal délégué constatées dans un procès verbal contresigné par le contrevenant et l'agent communal délégué : € 125,00

2) par ouverture, réouverture, reprise d'un débit de boissons, restaurant, snack, cercle privé et établissement assimilé sans avoir au préalable obtenu le certificat de moralité et d'hygiène requis : € 125,00

**14° Constitution d'un dossier de demande de nationalité belge : € 30,00**

15° Par animal à abattre en filière libre, c'est à dire sans aide d'un boucher habilleur : € 15,00

16° Par animal à abattre en filière avec l'aide d'un boucher habilleur dans un abattoir avec lequel la commune a souscrit une convention : € 30,00

17° Instructions de dossiers en matière d'environnement :

- 
- a) permis d'environnement de classe 2 € 125,00
- b) déclaration préalable d'environnement ( classe 3) € 25,00
- c) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B et 1A

€ 75,00

18° Pour le placement, pour une durée de 5 ans, d'une plaquette commémorative, selon les modalités prévues par le règlement communal relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois : € 250,00

Article 2 : La redevance est payable entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette sur le document délivré.

La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation de service demandée.

-

Article 3 : Lorsque les documents, sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition s'ajoutent à la redevance et sont à consigner au moment de la demande, même dans le cas où le service administratif est gratuit.

Article 4 : A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 : Le présent règlement-redevance est applicable du **1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2013**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Raad,

Herzien zijn beraadslaging van 20 september 2010 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 18 november 2010 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Aangezien het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken, gestemd op 20 september 2010 ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Overwegende dat uit eerdere instructies van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkt dat de gemeenten uitgenodigd worden het bedrag van hun retributies vast te stellen in overeenkomst met de reële kosten van de geleverde diensten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 3 juni 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik;

Gelet op de beslissing van 7 februari 2001 van de H. Minister belast met het Leefmilieu in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

## BESLUIT:

Artikel 1: De diensten die in het raam van onderhavig reglement aan particulieren worden verstrekt, geven aanleiding tot de betaling aan de gemeente van de hierna vermelde retributies:

1° Inlichtingen van de bevolking, burgerlijke stand of andere inlichtingen waarvoor documenten worden afgeleverd: € 7,50

2° Duplicaten van stedenbouwkundige vergunningen, van milieuvergunningen afgeleverd door de gemeente: € 7,50

-

3° Duplicaten van vergunningen afgeleverd door de hogere overheid, in het bijzonder inzake milieuvergunningen: € 7,50

4° Waarmerking van afschriften van documenten in alle gevallen waar deze kan bekomen door de zorgen van andere besturen of organismen dan de gemeente Etterbeek: € 7,50

### 5° Plannen:

-

a) Plannen van de gemeente (schaal 1/5000<sup>e</sup>): € 2,50  
in zwart en wit (schaal 1/2500<sup>e</sup>): € 7,50

b) Kopieën van plannen van gebouwen, van reglementaire kaarten, enz., met scanner-traceerapparaat :

Zwart/witcopie - Formaat A0: € 7,50

- Formaat A1: € 5,00

- Formaat A2: € 2,50

- Formaat A3: € 1,25

- Formaat A4: € 0,65

Kleurenkopij - Formaat A0: € 17,50

- Formaat A1: € 12,50

- Formaat A2: € 7,50

- Formaat A3: € 3,75

- Formaat A4: € 2,00

c) Kopieën van archiefplannen van gebouwen door analoge reproductie:

Wit papier - Formaat A0: € 5,00

- Formaat A1: € 3,75

- Formaat A2: € 2,00

Calque papier - Formaat A0: € 10,00

- Formaat A1: € 5,00

- Formaat A2: € 3,75

### 6° Openen van dossiers

-

-

a) voor het verkrijgen van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning :

De ingediende plannen en het aanvraagformulier zijn bepalend voor het bedrag van de te betalen retributie voor het onderzoek van het dossier.

In geval van verschil tussen deze plannen en de oppervlaktes vermeld in het aanvraagformulier, behoudt de administratie zich het recht om het bedrag aan te passen in functie van de werkelijke oppervlakte vastgesteld bij het nazicht van de desbetreffende plannen.

Het bedrag van deze retributie moet worden betaald voor de aflevering van de stedenbouwkundige vergunning, het stedenbouwkundig attest of de verkavelingsvergunning.

De in aanmerking te nemen vloeroppervlakte is de hiervoor bepaalde vloeroppervlakte.

1. dossiers die noch het advies van de Gemachtigde Ambtenaar noch het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

37,50 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

37,50 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

1. dossiers die het advies van de Gemachtigde Ambtenaar en/of het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

74,50 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

74,50 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

1. dossiers die het advies van de Gemachtigde Ambtenaar, de speciale regelen van openbaarmaking en het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

124,00 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

124,00 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

De affiches zijn gratis

De afgifte van afschriften van de notulen en adviezen van de overlegcommissie geeft geen aanleiding tot opzoekingskosten.

De dossiers voor de aanvraag van stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het plaatsen van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik zijn van de betaling van de retributie vrijgesteld.

b) voor de plaatsing van stellingen, hangladders:	€ 37,50
c) voor de plaatsing van automatische toestellen, benzinepompen:	€ 37,50
d) voor tijdelijke bezetting van de openbare weg:	€ 37,50

Deze retributies worden verdriedubbeld ingeval van regularisatie van een plaatsing, een bezetting, een bouw of een verkaveling uitgevoerd zonder de vereiste goedkeuring.

	<u>7° Opzoeking in de archieven en stedenbouwkundige inlichtingen:</u>	
37,50/uur	1) opzoeking in de archieven	€
37,50	met een minimum van :	€
	2 a) stedenbouwkundige inlichtingen overeenkomstig artikel 275 van het Brussels wetboek van de ruimtelijke ordening:	€ 62,00 per adres
	2 b) stedenbouwkundige inlichtingen met bepaling van het wettelijk gebruik van het goed:	€ 132,00 per adres

De vrijstelling van de retributie is enkel van toepassing op de geleverde diensten met wetenschappelijke of culturele doeleinden en ontdaan van alle winstoogmerk.

	<u>8° Afgifte van fotokopieën</u> :-Formaat A4:	€ 0,20/stuk
0,25/stuk	-Formaat A3:	€

9° Lastenboeken of andere documenten betreffende, aanbestedingen, openbare opdrachten voor werken, leveringen en diensten:

25,00	kostprijs met een minimum van:	€
-------	--------------------------------	---

50,00	<u>10° Opzoeking betreffende de stamboom of andere:</u>	€ 50,00/uur
	met een minimum van :	€

11° Periodieke lijsten van aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, enz...: € 62,00/jaar

Het College van Burgemeester en Schepenen oordeelt over de gepastheid voor de toekenning van het abonnement, rekening gehouden met de belangrijkheid van de gevraagde lijsten van de lasten die er voor de gemeente uit zouden voortvloeien. Het College bepaalt insgelijks de tijdstippen waarop deze lijsten kunnen worden afgeleverd.

380,00	<u>12° Kiezerlijsten:</u>	€
--------	---------------------------	---

(voor de exemplaren afgeleverd aan de als zodanig erkende democratische politieke partijen geldt dit tarief enkel vanaf het 3de exemplaar krachtens het artikel 17 van het Kieswetboek).

-	<u>13°a) Samenstelling van administratieve dossiers:</u>	
50,00	voor de opening, de heropening, de overname van een drankgelegenheden, restaurant, snack, privé-club en elke andere gelijkgestelde instelling:	€

b) Andere prestaties

- 
- 1) per heropening van een instelling of iedere andere handelszaak na sluiting bevolen door het gemeentebestuur voor niet-naleving van de voorschriften en maatregelen inzake hygiëne, na twee bezoeken door een gemeentelijke afgevaardigde beambte, vastgesteld in een proces-verbaal mede ondertekend door de overtreder en de gemeentelijke afgevaardigde beambte: € 125,00
- 2) per opening, heropening, overname van drankgelegenheid restaurant, snack, privé-club en gelijkgestelde instelling zonder het getuigschrift van zedelijkheid en hygiëne vooraf verkregen te hebben: € 125,00

**14° Opmaking van een dossier voor het aanvragen van de Belgische nationaliteit : € 30,00**

15° Per geslacht dier, dit indien men onafhankelijk werkt dus zonder hulp van een beenhouwer :

15,00

€

16° Per geslacht dier, samen met de hulp van een beenhouwer, in een slachthuis waarmee de gemeente een conventie ondertekend heeft : € 30,00

17° Onderzoek van dossiers betreffende het milieu :

- 
- a) milieu vergunning klasse 2 € 125,00
- b) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) € 25,00
- c) aanvraag van milieuattest en milieuvergunning klassen 1B en 1 A € 75,00

18° Voor de plaatsing van een gedenkplaatje voor een duur van 5 jaar, volgens de modaliteiten van het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken : € 250,00

Artikel 2: De retributie moet worden betaald aan de Gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Daar waar het kan, zal de retributie geïnd worden door het kleven van een zegel op het afgeleverde document.  
De borgstelling van een bedrag dat gelijk is aan dat van de retributie zal worden geëist alvorens de administratieve dienst verstrekt wordt.

-

Artikel 3: Wanneer documenten die aangevraagd worden door particulieren of private instellingen per post verzonden worden, worden de verzendingskosten gevoegd bij het bedrag van de retributie en geconsigneerd op het ogenblik waarop de dienstprestatie wordt aangevraagd, eveneens in het geval dat de administratieve prestatie gratis is.

Artikel 4: Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering langs burgerlijke weg geschieden.

Artikel 5: Onderhavig reglement is toepasselijk **vanaf 1st april tot en met 31 december 2013.**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/B/013 **Délivrance de documents administratifs - Modifications**  
**Afgifte van administratieve stukken - Wijzigingen**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 1<sup>er</sup> mars 2010 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2010 ;

**Vu la circulaire du 21 décembre 2012 par laquelle le Service Public Fédéral Intérieur nous informe de l'augmentation du prix de revient des cartes d'identité électroniques délivrés aux Belges et étrangers, en raison notamment de l'augmentation des coûts directs de fabrication et de frais indirects récurrents ;**

**Vu la circulaire du 21 décembre 2012 du Service Public Fédéral Intérieur informant la Commune que :**

**- le prix de la carte d'identité électronique pour belges et étrangers réclamé par le SPF Intérieur aux administrations communales sera porté à 15 € à partir du 1<sup>er</sup> avril 2013 ;**

**- le prix pour les documents d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-eID) réclamé par le SPF Intérieur aux administrations communales sera porté à 6 € à partir du 1<sup>er</sup> avril 2013 ;**

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance de passeports ;

Vu la circulaire du 24 avril 1989 du Ministère de la Région bruxelloise relative à la taxe sur la délivrance de documents administratifs à des étrangers ;

Vu la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

Vu l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité ;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2006 relatif au document d'identité électronique pour enfants belges de moins de 12 ans ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 19 décembre 2008 concernant la généralisation du document d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (Notification du 19/12/2009 concernant l'introduction généralisée du document d'identité électronique pour enfants belges de moins de 12 ans (kids-eID)) ;

Vu le règlement européen (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de permis de séjour pour les ressortissants de pays tiers ;

Vu l'arrêté Royal du 8 octobre 1981, tel que modifié par l'arrêté Royal du 27 avril 2007 (M. B. du 21 mai 2007) ;

**Vu la directive européenne 2006/126/EG obligeant chaque Etat membre à délivrer le nouveau permis de conduire européen modèle carte bancaire à partir de 2013 au lieu des permis de conduire en papier ;**

**Vu la circulaire du SPF Mobilité et Transports du 3 janvier 2013 informant la commune que le prix du permis de conduire format carte bancaire réclamé par l'Etat fédéral aux administrations communales sera porté à 20 €;**

**Vu le Code civil ;**

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

**ARRETE :**

Article 1 : Il est établi à partir du 1<sup>er</sup> avril 2013 et pour un terme expirant le 31 décembre 2013 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

-  
Article 2 : Le taux de la taxe est fixé comme suit :

-  
A) 1°) pour le renouvellement des pièces d'identité pour enfants de moins de douze ans, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 :

- € 1,25 pour le renouvellement de la pièce d'identité

2°) pour les certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, délivrés en exécution de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 :

- € 1,25 pour le certificat d'identité

3°) pour les cartes d'identité électronique belges, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 25 mars 2003 :

- € 22,00 pour la carte d'identité électronique

- € 123,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en urgence

- € 187,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en extrême urgence

4°) pour les documents d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-eID), délivrés en application de l'arrêté royal du 18 octobre 2006 (M.B. du 31 octobre 2006) :

- € 8,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans

- € 115,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans délivré en urgence

- € 180,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans délivré en extrême urgence

B) Pour les cartes d'identités électroniques pour étrangers, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 tel que modifié l'arrêté royal du 27 avril 2007 :

-  
- € 22,00 pour la carte d'identité électronique

- € 123,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en urgence

- € 187,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en extrême urgence

-  
Pour les documents délivrés ou prorogés et établis en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers et les demandes de régularisation de séjour (article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980) :

-  
- € 7,50 par document délivré ou prorogé.

-  
- Toutefois la prorogation d'un document délivré pour des enfants mineurs est gratuite.



C) 1°) Pour la délivrance de carnets de mariage :

- 
- **€ 30,00** : cette somme comprend la fourniture du carnet ainsi que la taxe communale (**€ 7,50**) sur la délivrance du certificat de mariage

2°) Pour la délivrance de certificats de cohabitation légale :

- **€ 20,00**

D) Pour la délivrance de passeports :

- 
- **€ 95,00** pour la délivrance d'un passeport pour adultes ;
- **€ 265,00** pour la délivrance d'un passeport en procédure d'urgence pour adultes ;
- **€ 50,00** pour la délivrance d'un passeport pour enfants ;
- **€ 225,00** pour la délivrance d'un passeport en procédure d'urgence pour enfants ;

E) Pour la délivrance de cartes professionnelles pour étrangers :

1°) sur les demandes en obtention, en prorogation, en renouvellement, en modification et , en cas de perte, en remplacement de la carte professionnelle pour étrangers, instituée par l'arrêté royal du 16 novembre 1939 :

- 
- **€ 7,50**

2°) pour la délivrance de cartes professionnelles pour étrangers :

- 
- **€ 7,50** quelle que soit la durée de validité

Ces documents sont gratuits pour les ressortissants Turcs

F) Permis de travail pour étrangers :

- 
- **€ 1,25**

G) Pour la délivrance par l'Officier de l'Etat Civil d'expéditions de copies ou d'extraits des actes de l'Etat Civil ainsi que des actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation ou la perte de la nationalité :

- 
- **€ 7,50**

H) Pour la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits, attestations, copies, légalisations, visas pour copie conforme, autorisations, etc... quelconques non spécialement tarifés, délivrés d'office ou sur demande :

- 
- **€ 7,50**

Les permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie sont délivrés gratuitement.

I) Sur les demandes de modification de documents administratifs

(certificat d'immatriculation, etc...) :

- **€ 7,50**
-

**J) Pour le permis de conduire format carte bancaire, délivré en application de la directive européenne 2006/126/EG:**

- 
- € 27,00
- 

**K) Pour la délivrance d'un engagement de prise en charge :**

- € 15,00
- 

**L) Pour l'inscription dans les registres de la population après une radiation d'office :**

- € 15,00
- 

**M) Pour la délivrance d'un certificat de radiation des registres de la population (Modèle 8) :**

- € 7,50
- 

**N) Pour la transcription d'un acte d'état civil étranger dans les registres de l'état civil :**

- € 15,00
- 
- 
- 
- 

Article 3 : La taxe est perçue au moment de la délivrance du document et est payable entre les mains du Receveur communal, de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet. La preuve du paiement est constatée par l'apposition sur le document d'un timbre adhésif mentionnant le montant perçu et la date de perception. Aucun autre reçu ne sera remis. Les personnes assujetties à la taxe sont tenues d'en consigner le montant au moment de leur demande, lorsque le document ne peut être délivré immédiatement. Dans ce cas, la date figurant sur les vignettes sera celle de l'apposition.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les six mois de la date du paiement au comptant. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1) les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2) l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Article 4 : Sont exonérés de la taxe :

- 
- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques, politiques ou culturelles, celles à délivrer aux œuvres de bienfaisance pour l'organisation d'une fête, d'un bal ou d'un cortège ainsi que pour le placement d'un calicot, sauf si le calicot porte une publicité commerciale ;

- d) les certificats pour l'obtention de tickets ou d'abonnements à prix réduits auprès de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Société des Transports en commun (Tec) et de Lijn ;
- e) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées, de même que les établissements d'utilité publique ;
- f) les documents , etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables à la recherche d'un emploi et délivrés aux demandeurs d'emplois régulièrement inscrits aux Offices régionaux de l'Emploi ;
- g) les documents , etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP) ;

-

-

Article 5 : Lorsque les documents sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition et bancaires liés à l'utilisation du guichet électronique s'ajoutent à la taxe et sont à consigner au moment de la demande même dans le cas où la délivrance des documents est gratuite.

*Monsieur Gérard précise avoir fait une analyse comparative relative aux taxes sur la délivrance des documents administratifs.*

*Documents obligatoires pour les etterbeekois : carte d'identité : + 30 %, pour les enfants de – de 12 ans : + 167 %, certificat de cohabitation légale : + 267 % , passeport :+ 692 %, ...*

*Il fait remarquer qu'il y a une énorme augmentation de la taxe et que l'on prend les citoyens en otage pour servir des choix politiques. Le CDH votera contre.*

*Monsieur le président rétorque que les calculs de M. Gérard ne sont pas corrects et fait remarquer qu'il ne s'agit pas uniquement d'une taxe communale, que notre administration doit payer elle-même la délivrance de ces documents auprès des instances officielles. Il ajoute qu' une comparaison a été faite avec toutes les communes bruxelloises et que nous nous retrouvons dans la moyenne régionale.*

*Monsieur Van Praet fait remarquer que la commune n'a que très rarement augmenté ses tarifs et qu'Etterbeek est toujours en deçà des autres communes. Il remettra à Monsieur Gérard un tableau comparatif.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 25 votes positifs, 4 votes négatifs.

**Ont voté oui:**

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

**Ont voté non:**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.

---

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 1 maart 2010 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 7 mei 2010 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

**Gelet op de omzendbrief van 21 december 2012 van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken betreffende de nieuwe prijs van de identiteitsdocumenten die uitgereikt worden aan Belgen en vreemdelingen, ten gevolge de verhoging van de kostprijs en de in rekening gebrachte parameters ;**

**Gelet op de omzendingen van 28 en 30 december 2009 van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken waarin de Gemeente vernam dat :**

- **de prijs van de elektronische identiteitskaart voor Belgen die de FOD Binnenlandse Zaken aan de gemeentebesturen vraagt, verhoogd wordt tot 15€ vanaf 1 april 2013;**
- **de prijs van de elektronische identiteitskaart voor kinderen jonger dan twaalf jaar (Kids-ID) die de FOD Binnenlandse Zaken aan de gemeentebesturen vraagt, verhoogd wordt tot 6€ vanaf 1 april 2013;**

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten ;

Gelet op de omzendbrief van 24 april 1989 van het Ministerie van het Brussels Gewest betreffende de belasting op de afgifte van administratieve stukken aan vreemdelingen ;

Gelet op de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2006 betreffende het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar ;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 december 2008 betreffende de veralgemening van het identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar (Kennisgeving van 19.12.2009 betreffende de algemene invoering van het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar (Kids-eID)) ;

Gelet op de Europese Verordening (EG) n° 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstittels van onderdanen van derde landen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 april 2007) ;

**Gelet op de Europese richtlijn 2006/126/EG betreffende de verplichting voor elke lidstaat om vanaf 2013 het nieuwe Europese rijbewijs in bankkaartmodel uit te reiken in plaats van het papieren rijbewijs ;**

**Gelet op de omzendbrief van 3 januari 2013 van de Federale Overheidsdienst van Mobiliteit en Vervoer betreffende de prijs van het rijbewijs in bankkaartmodel vastgesteld door de Federale Staat op 20€ en opgelegd aan de gemeenten ;**

**Gelet op het Burgerlijk Wetboek ;**

Gelet op het artikel 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten ;

## **BESLUIT:**

Artikel 1 : Vanaf 1<sup>st</sup> april 2013 en voor een termijn vervallend op 31 december 2013 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

Artikel 2 : Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld :

-  
A) 1°) voor de vernieuwing van de identiteitsstukken voor kinderen onder de twaalf jaar, afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 10 december 1996:

- € 1,25 voor de vernieuwing van het identiteitsstuk

2°) voor de identiteitsbewijzen voor kinderen onder de twaalf jaar afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 10 december 1996:

- € 1,25 voor het identiteitsbewijs

3°) voor de Belgische elektronische identiteitskaarten, afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 maart 2003:

- € 22,00 voor de elektronische identiteitskaart

- € 123,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens dringende procedure

- € 187,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens zeer dringende procedure

4°) voor de elektronische identiteitsdocumenten voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar (Kids-eID), afgegeven krachtens het koninklijk besluit van 18 oktober 2006 (B.S. van 31 oktober 2006) :

- € 8,00 voor het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar

- € 115,00 voor het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar afgeleverd volgens dringende procedure

- € 180,00 voor het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar afgeleverd volgens zeer dringende procedure

B) Voor de elektronische identiteitskaarten voor vreemdelingen afgegeven krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 april 2007) :

-  
- € 22,00 voor de elektronische identiteitskaart

- € 123,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens dringende procedure

- € 187,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens zeer dringende procedure

Voor de documenten afgegeven of verlengd en opgemaakt krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 april 2007) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de

vestiging, de verwijdering van vreemdelingen en de aanvragen tot regularisatie tot verblijf (artikel 9 bis van de wet van 15 december 1980) :

- 
- € 7,50 per afgegeven of verlengd document
- De verlenging van een document afgegeven voor minderjarige kinderen is echter gratis;

C) 1°) Voor de afgifte van huwelijksboekjes :

- 
- € 30,00: dit bedrag omvat de afgifte van het huwelijksboekje alsook de gemeentebelasting (€ 7,50) voor de afgifte van het huwelijksgetuigschrift

2°) Voor de afgifte van getuigschriften van wettelijke samenwoning :

- € 20,00

D) Voor de afgifte van paspoorten:

- 
- € 95,00 voor de afgifte van een paspoort voor volwassenen ;
- € 265,00 voor de afgifte volgens spoedprocedure van een paspoort voor volwassenen;
- € 50,00 voor de afgifte van een paspoort voor kinderen ;
- € 225,00 voor de afgifte volgens spoedprocedure van een paspoort voor kinderen ;

E) Voor de afgifte van beroepskaarten voor vreemdelingen:

-

1°) voor de aanvragen tot de verkrijging, de verlenging, de hernieuwing, de wijziging of, in geval van verlies, de vervanging van de beroepskaart voor vreemdelingen ingesteld bij koninklijk besluit van 16 november 1939:

- € 7,50

2°) voor de afgifte van beroepskaarten voor vreemdelingen:

- € 7,50 welke ook de geldigheidsduur weze

Deze documenten zijn gratis voor de Turkse onderdanen

-

**F) Arbeidsvergunningen voor vreemdelingen:**

- 
- € 1,25

G) Voor de afgifte door de Ambtenaar van de burgerlijke stand van uittreksels en afschriften van akten van de burgerlijke stand en van akten betreffende het verkrijgen, het behouden of het verliezen van de nationaliteit:

- 
- € 7,50

H) Voor de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, afschriften, legalisaties, eensluitend verklaarde uittreksels, toelatingen, enz... van gelijk welke aard waarvoor niet speciaal een prijs werd vastgesteld en die ambtshalve of op aanvraag worden uitgereikt :

- 
- € 7,50

De stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het installeren van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik worden gratis afgeleverd.

-

**D) Aanvraag tot wijziging van administratieve documenten (inschrijvingsbewijzen, enz...):**

- € 7,50

**J) Voor het rijbewijs in bankkaartmodel, afgeleverd in overeenstemming met de Europese richtlijn 2006/126/EG :**

- € 27,00

**K) Voor de afgifte van een tenlastenneming :**

- € 15,00

**L) Voor de inschrijving in de bevolkingsregisters na een schrapping van ambtshalve ;**

- € 15,00

**M) Voor de afgifte van een attest van schrapping uit de bevolkingsregisters (Model 8) :**

- € 7,50

**N) Voor de overschrijving van de buitenlandse akten in de registers van de burgerlijke stand :**

- € 15,00

Artikel 3 : De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de afgifte van het document en is betaalbaar in handen van de Gemeenteontvanger, zijn beambten of beambtenontvangers die met dit doel zijn aangesteld. Het betalingsbewijs wordt vastgesteld door het kleven van een zegel op het document die het belastingbedrag aanduidt en de datum van de betaling. Geen enkel ander bewijs zal worden afgegeven. De personen die onderworpen zijn aan de belasting zijn ertoe gehouden het bedrag ervan in bewaring te geven op het ogenblik van de aanvraag wanneer het document niet onmiddellijk kan worden afgegeven. In dat geval is de datum voorkomend op de zegels gelijk aan deze waarop ze werden aangebracht.

De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen zes maanden vanaf de datum van de contante betaling. Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

1)de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de

belasting gevestigd wordt ;

2)het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

**Artikel 4 : Zijn van de belasting vrijgesteld:**

-

- a) de documenten die gratis moeten worden afgegeven door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander overheidsreglement;
- b) de documenten afgegeven aan behoeftigen . Het behoeftigheid mag bewezen worden door eender welk bewijsstuk ;
- c) de toelatingen met betrekking tot godsdienstige, filosofische, politieke of culturele manifestaties, deze afgegeven aan liefdadigheidswerken voor het inrichten van een feest, een dansgelegenheid of een stoet alsook voor het plaatsen van een paneel, behalve indien dit paneel handelspubliciteit bevat ;
- d) de getuigschriften om tickets tegen verminderde prijs te bekomen bij de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, de Lijn en la Société de Transports en commun (Tec) ;
- e) de rechterlijke overheden, de openbare besturen en gelijkgestelde instellingen evenals de instellingen van openbaar nut ;
- f) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor het zoeken naar werk en afgegeven aan werkzoekenden die regelmatig ingeschreven zijn bij de Gewestelijke Diensten voor Arbeidsvoorziening ;
- g) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM) ;

**Artikel 5 :** Indien de documenten, door particulieren of private instellingen aangevraagd, per post verzonden worden, zal de belasting met de verzendingskosten en de bankkosten met betrekking tot het gebruik van het elektronisch loket vermeerderd worden. Het bedrag moet in bewaring gegeven worden op het ogenblik van de aanvraag, zelf indien de afgifte van het document gratis is.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 25 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

**Hebben ja gestemd:**

Frank Van Bockstal,   chevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent,   chevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

**Hebben neen gestemd:**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.



Revu sa délibération du 15 octobre 2007, relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 décembre 2007 ;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et les sépultures ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

## **ARRETE :**

### **I. INHUMATIONS.**

Article 1: Prestation d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'Etat civil et relative à l'article 22 § 1 al. 3 de la loi du 20.07.1971..... € 30,00

-

Article 2 : Utilisation de la morgue communale (forfait par loge)..... € 135,00

Exonération si le dépôt est ordonné par le Procureur du Roi.

Article 3 : **Apposition du sceau communal**..... € **110,00**

Exonération pour les :

1. Enfants mort-nés ou de moins d'un an
2. Bourgmestre, Conseiller, Echevin, Personnel communal, en fonction ou non ;
3. Militaires, résistants, déportés et assimilés, belges, des guerres 1914-1918 et 1940-1945 ;
4. Militaires et assimilés, belges, en temps de guerre ou de paix, décédés soit :

- pendant une opération militaire ou humanitaire, en service commandé par un pouvoir belge ou un organisme avec lequel la Belgique a conclu un accord,

- des suites des blessures reçues ou affections contractées en service commandé pendant cette mission ;

1. Membres des forces de l'ordre belge, décédés soit :

- en service commandé,

- des suites des blessures reçues ou des affections contractées lors de cette mission ;

1. Personnes ayant leur résidence habituelle à Etterbeek, décédées soit :

- à la suite d'un acte de courage, civique ou héroïque, publiquement connu,

- des suites des blessures reçues ou affections contractées lors de cet acte.

-

Article 4 : Convoi funèbre arrivant au cimetière avant 8 heures ou après 16 heures..... € 80,00

-

### **II. EXHUMATIONS.**

Article 5 : Exhumation a. d'un corps..... € 800,00

b. d'une urne cinéraire..... € 430,00

La redevance doit être payée intégralement avant l'exhumation.

Exonération si l'exhumation :

1. est ordonnée par l'autorité judiciaire, sauf en matière de contestation civile ;
2. résulte de la désaffectation du cimetière ou de la reprise avant terme prévue à l'article 234 du Règlement sur les funérailles et sépultures.

### **III. DROITS DIVERS DANS LE CIMETIERE.**

**Article 6 :** a. Utilisation d'une chambre mortuaire (redevance journalière, tout jour entamé étant due).. € 80,00  
b. Forfait en cas de dépôt pendant les jours non fériés de fermeture de l'administration communale, jusqu'à la réouverture de celle-ci..... € 80,00  
**Exonération** (a. et b.) si le dépôt résulte d'une décision du Procureur du Roi.

**Article 7 :** Utilisation du hall du cimetière en vue de l'organisation de toute cérémonie religieuse ou laïque ..... € 80,00

**Article 8 :** Utilisation d'un caveau d'attente (redevance mensuelle, tout mois entamé étant due)..... € 40,00  
**Exonération** si le dépôt ou le maintien d'un corps ou d'une urne dans un caveau d'attente est imputable à l'administration communale, notamment par suite de l'inachèvement des caveaux funéraires, du columbarium ou des cadres d'embase à construire par ses soins sur les terrains concédés, ou lorsque les cendres n'ont pu être dispersées pour des raisons climatiques ou autres.

**Article 9 :** Vase en cuivre pour cellule de columbarium..... € 55,00

**Article 10 :** Garantie pour placement de monument :  
- Concessions de 30 et 50 ans en pleine terre..... € 670,00  
- Concessions de 50 ans avec caveau..... € 805,00  
- Concession de 30 et 50 ans en pelouse d'urnes..... € 325,00

### **IV. Tarif des concessions.**

**Article 11 : L'octroi et le renouvellement des concessions sont soumis aux redevances suivantes :**

a) Octroi de la concession :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Concession de 15 ans :</b>						
Adulte	745,00	760,00	775,00	790,00	805,00	825,00
Enfant	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00	275,00
Concession pour urne	620,00	635,00	645,00	660,00	670,00	685,00
<b>Concession pour 30 ans :</b>						
1 corps	1.490,00	1.520,00	1.550,00	1.580,00	1.610,00	1.645,00
2 corps	1.865,00	1.900,00	1.940,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00
3 corps	2.235,00	2.280,00	2.325,00	2.370,00	2.420,00	2.470,00
Extension pour un corps supplémentaire	495,00	505,00	515,00	525,00	535,00	545,00
Concession pour 1 urne	1.240,00	1.270,00	1.290,00	1.320,00	1.345,00	1.370,00
Concession pour 2 urnes	1.740,00	1.775,00	1.810,00	1.845,00	1.880,00	1.920,00
Extension pour une urne supplémentaire	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00
<b>Concession de 50 ans en pleine terre</b>						
1 corps	2.235,00	2.280,00	2.325,00	2.375,00	2.420,00	2.470,00
2 corps	2.610,00	2.660,00	2.715,00	2.770,00	2.825,00	2.880,00
3 corps	2.980,00	3.040,00	3.100,00	3.165,00	3.230,00	3.300,00
Extension pour un corps supplémentaire	495,00	505,00	515,00	525,00	535,00	545,00
Concession pour 1 urne	1.865,00	1.900,00	1.940,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00
Concession pour 2 urnes	2.360,00	2.410,00	2.455,00	2.505,00	2.555,00	2.605,00

Extension pour une urne	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00
<b>Concession de 50 ans avec caveau</b>						
1 corps	3.725,00	3.800,00	3.875,00	3.955,00	4.035,00	4.115,00
2 corps	4.470,00	4.560,00	4.655,00	4.745,00	4.840,00	4.940,00
3 corps	5.220,00	5.320,00	5.430,00	5.536,00	5.650,00	5.760,00
4 corps	5.960,00	6.080,00	6.205,00	6.325,00	6.455,00	6.585,00
Extension pour un corps supplémentaire	995,00	1.015,00	1.035,00	1.055,00	1.075,00	1.095,00
Concession pour 1 urne	3.095,00	3.155,00	3.220,00	3.280,00	3.350,00	3.415,00
Concession pour 2 urnes	4.025,00	4.105,00	4.185,00	4.270,00	4.355,00	4.445,00
Extension pour une urne	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00

Les prix indiqués sous ce litera sont multipliés par trois pour les non-habitants de la commune.

b) Renouvellement de la concession :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Concession de 15 ans :</b>						
Adulte	650,00	660,00	675,00	685,00	700,00	715,00
Enfant	215,00	220,00	225,00	225,00	230,00	235,00
Concession pour urne	540,00	550,00	560,00	575,00	585,00	595,00
<b>Concession pour 30 ans :</b>						
1 corps	1.295,00	1.320,00	1.350,00	1.375,00	1.400,00	1.430,00
2 corps	1.620,00	1.655,00	1.687,00	1.720,00	1.755,00	1.790,00
3 corps	1.945,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00	2.105,00	2.145,00
Concession pour 1 urne	1.080,00	1.105,00	1.125,00	1.145,00	1.170,00	1.195,00
Concession pour 2 urnes	1.510,00	1.540,00	1.570,00	1.600,00	1.635,00	1.665,00
<b>Concession de 50 ans en pleine terre</b>						
1 corps	1.945,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00	2.105,00	2.145,00
2 corps	2.270,00	2.315,00	2.360,00	2.410,00	2.455,00	2.505,00
3 corps	2.590,00	2.645,00	2.695,00	2.750,00	2.805,00	2.860,00
Concession pour 1 urne	1.620,00	1.655,00	1.687,00	1.720,00	1.755,00	1.790,00
Concession pour 2 urnes	2.050,00	2.090,00	2.135,00	2.175,00	2.220,00	2.265,00
<b>Concession de 50 ans avec caveau</b>						
1 corps	3.240,00	3.305,00	3.370,00	3.435,00	3.505,00	3.575,00
2 corps	3.885,00	3.965,00	4.045,00	4.125,00	4.205,00	4.290,00
3 corps	4.540,00	4.630,00	4.720,00	4.815,00	4.915,00	5.010,00
4 corps	5.185,00	5.290,00	5.395,00	5.505,00	5.615,00	5.725,00
Concession pour 1 urne	2.695,00	2.750,00	2.805,00	2.860,00	2.920,00	2.975,00
Concession pour 2 urnes	3.500,00	3.570,00	3.640,00	3.715,00	3.790,00	3.865,00

## **V. RECOUVREMENT DES REDEVANCES.**

**Article 12 :** Toutes les redevances reprises dans le présent règlement sont payées préalablement entre les mains du Receveur Communal ou de son délégué, qui en délivre quittance.

**Article 13 :** Les funérailles des indigents donnent lieu au remboursement par les héritiers reconnus solvables, de tous les débours faits par l'administration pour assurer aux défunts des funérailles décentes. Le recouvrement de ces débours sera poursuivi par toutes voies de droit.

## VI. DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 14: Les redevances antérieures relatives aux dispositions du présent règlement sont abrogées.

-

Article 15: Le présent règlement-redevances est d'application du **1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2013**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 25 votes positifs, 4 votes négatifs.

### Ont voté oui:

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

### Ont voté non:

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.

---

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 15 oktober 2007 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden bij brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 december 2007 ;

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente

### **BESLUIT:**

#### **I. BEGRAVINGEN.**

Artikel 1: Prestatie van een geneesheer-nazichter door de Ambtenaar van de Burgerlijke Stand aangesteld en betreffende artikel 22 §1 al. 3 van de wet van 20.07.1971..... € 30,00

-

Artikel 2: Gebruik van het Gemeentelijk lijkenhuis (forfaitair bedrag per koelcel)..... € 135,00  
Vrijstelling als het neerleggen is opgelegd door de Procureur des Konings.

Artikel 3: **Plaatsen van de gemeentezegel**..... €  
**110,00**

Vrijstelling voor de:

1. Levenloze kinderen en kinderen jonger dan één jaar
2. Burgemeester, Raadsleden, Schepenen, Personeelsleden, in functie of niet;
3. Belgische militairen, weerstanders, weggevoerden en daarmee gelijkgestelden van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945;

4. Belgische militairen en daarmee gelijkgestelden, gestorven in oorlogstijd en in vreedestijd, ofwel:

- tijdens een militaire of humanitaire opdracht, in bevolen dienst door een Belgische overheid of een instelling met wie België een akkoord gesloten heeft,
- ten gevolge van verwondingen opgelopen of ziekten opgedaan tijdens deze opdracht;

1. leden van de Belgische openbare ordediensten, gestorven ofwel:

- in bevolen dienst,
- ten gevolge van opgelopen verwondingen of ziekten opgedaan tijdens deze opdracht;

1. de personen die hun gewone verblijfplaats te Etterbeek hebben, en die gestorven zijn ofwel:

- als gevolg van een moedige burgerlijke of heroïsche daad, openbaar gekend,
- ten gevolge van opgelopen verwondingen of ziekten opgedaan tijdens deze daad.

Artikel 4: Rouwstoet die vóór 8 uur of na 16 uur op de begraafplaats aankomt..... € 80,00

## **II. OPGRAVINGEN.**

Artikel 5: Opgravingen a. van een stoffelijk overschot..... €  
800,00

b. van een asurne..... €  
430,00

De retributie moet integraal betaald worden vóór de opgraving.

Vrijstelling indien de opgraving:

1. bevolen is door een rechterlijke overheid, behalve inzake burgerlijke betwisting ;
2. het gevolg is van de bestemmingswijziging van de begraafplaats of de herneming van concessies vóór termijn voorzien in artikel 234 van het Reglement op de lijkbezorging en de begraafplaats.

## **III. DIVERSE RECHTEN OP DE BEGRAAFPLAATS.**

Artikel 6: a. Gebruik van een dodenkamer  
(dagelijkse retributie; elke begonnen dag is volledig verschuldigd)..... € 80,00

b. Forfaitair bedrag in geval van overbrenging tijdens de niet-wettelijke sluitingsdagen  
van het gemeentebestuur, tot de heropening ervan..... € 80,00

Vrijstelling (a. en b.) indien de neerlegging geschiedt op bevel van de Procureur des Konings.

Artikel 7: Gebruik van de hall van de begraafplaats met het oog op het houden van een  
godsdienstige of wereldlijke ceremonie..... € 80,00

Artikel 8: Gebruik van een wachtkelder  
(maandelijkse retributie; elke begonnen maand is volledig verschuldigd)..... € 40,00

Vrijstelling indien het neerleggen of het behoud van een stoffelijk overschot of asurne in een wachtkelder te wijten is aan het gemeentebestuur, namelijk door het niet voltooiën van de door haar op te richten grafkelders, columbarium of kaders op de vergunde gronden, evenals indien de as niet kon worden uitgestrooid wegens klimatologische of andere redenen.

Artikel 9: Koperen vaas voor columbariumnis..... €  
55,00

Artikel 10: Waarborg voor het plaatsen van een monument:

- Concessies van 30 en 50 jaar in volle grond..... € 670,00
- Concessies van 50 jaar met grafkelder..... € 805,00
- Concessies van 30 en 50 jaar in het perk voor asurnen..... € 325,00

#### IV. TariEf van de concessies.

### **Artikel 11: De toekenning en de hernieuwing van de concessies zijn aan de volgende retributies onderworpen.**

a) Toekenning van een concessie:

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Concessie voor 15 jaar</b>						
Volwassen	745,00	760,00	775,00	790,00	805,00	825,00
Kind	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00	275,00
Concessie voor een urne	620,00	635,00	645,00	660,00	670,00	685,00
<b>Concessie voor 30 jaar</b>						
1 stoffelijk overschot	1.490,00	1.520,00	1.550,00	1.580,00	1.610,00	1.645,00
2 stoffelijke overschotten	1.865,00	1.900,00	1.940,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00
3 stoffelijke overschotten	2.235,00	2.280,00	2.325,00	2.370,00	2.420,00	2.470,00
Uitbreiding voor een bijkomend stoffelijk overschot	495,00	505,00	515,00	525,00	535,00	545,00
Concessie voor 1 urne	1.240,00	1.270,00	1.290,00	1.320,00	1.345,00	1.370,00
Concessie voor 2 urnen	1.740,00	1.775,00	1.810,00	1.845,00	1.880,00	1.920,00
Uitbreiding voor een bijkomende urne	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00
<b>Concessie voor 50 jaar in volle grond</b>						
1 stoffelijk overschot	2.235,00	2.280,00	2.325,00	2.375,00	2.420,00	2.470,00
2 stoffelijke overschotten	2.610,00	2.660,00	2.715,00	2.770,00	2.825,00	2.880,00
3 stoffelijke overschotten	2.980,00	3.040,00	3.100,00	3.165,00	3.230,00	3.300,00
Uitbreiding voor een bijkomend stoffelijk overschot	495,00	505,00	515,00	525,00	535,00	545,00
Concessie voor 1 urne	1.865,00	1.900,00	1.940,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00
Concessie voor 2 urnen	2.360,00	2.410,00	2.455,00	2.505,00	2.555,00	2.605,00
Uitbreiding voor een bijkomende urne	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00
<b>Concessie voor 50 jaar met grafkelder</b>						
1 stoffelijk overschot	3.725,00	3.800,00	3.875,00	3.955,00	4.035,00	4.115,00
2 stoffelijke overschotten	4.470,00	4.560,00	4.655,00	4.745,00	4.840,00	4.940,00
3 stoffelijke overschotten	5.220,00	5.320,00	5.430,00	5.536,00	5.650,00	5.760,00
4 stoffelijke overschotten	5.960,00	6.080,00	6.205,00	6.325,00	6.455,00	6.585,00
Uitbreiding voor een bijkomend stoffelijk overschot	995,00	1.015,00	1.035,00	1.055,00	1.075,00	1.095,00
Concessie voor 1 urne	3.095,00	3.155,00	3.220,00	3.280,00	3.350,00	3.415,00
Concessie voor 2 urnen	4.025,00	4.105,00	4.185,00	4.270,00	4.355,00	4.445,00
Uitbreiding voor een bijkomende urne	245,00	250,00	255,00	260,00	265,00	270,00

De onder deze litera opgenomen prijzen worden met drie vermenigvuldigd voor niet-inwoners van de gemeente.

b) Vernieuwing van de concessie:

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Concessie voor 15 jaar:</b>						
Volwassen	650,00	660,00	675,00	685,00	700,00	715,00
Kind	215,00	220,00	225,00	225,00	230,00	235,00
Concessie voor 1 urne	540,00	550,00	560,00	575,00	585,00	595,00

<b>Concessie voor 30 jaar</b>						
1 stoffelijk overschot	1.295,00	1.320,00	1.350,00	1.375,00	1.400,00	1.430,00
2 stoffelijke overschotten	1.620,00	1.655,00	1.687,00	1.720,00	1.755,00	1.790,00
3 stoffelijke overschotten	1.945,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00	2.105,00	2.145,00
Concessie voor 1 urne	1.080,00	1.105,00	1.125,00	1.145,00	1.170,00	1.195,00
Concessie voor 2 urnen	1.510,00	1.540,00	1.570,00	1.600,00	1.635,00	1.665,00
<b>Concessie voor 50 jaar in volle grond</b>						
1 stoffelijk overschot	1.945,00	1.980,00	2.020,00	2.060,00	2.105,00	2.145,00
2 stoffelijke overschotten	2.270,00	2.315,00	2.360,00	2.410,00	2.455,00	2.505,00
3 stoffelijke overschotten	2.590,00	2.645,00	2.695,00	2.750,00	2.805,00	2.860,00
Concessie voor 1 urne	1.620,00	1.655,00	1.687,00	1.720,00	1.755,00	1.790,00
Concessie voor 2 urnen	2.050,00	2.090,00	2.135,00	2.175,00	2.220,00	2.265,00
<b>Concessie voor 50 jaar met grafkelder</b>						
1 stoffelijk overschot	3.240,00	3.305,00	3.370,00	3.435,00	3.505,00	3.575,00
2 stoffelijke overschotten	3.885,00	3.965,00	4.045,00	4.125,00	4.205,00	4.290,00
3 stoffelijke overschotten	4.540,00	4.630,00	4.720,00	4.815,00	4.915,00	5.010,00
4 stoffelijke overschotten	5.185,00	5.290,00	5.395,00	5.505,00	5.615,00	5.725,00
Concessie voor 1 urne	2.695,00	2.750,00	2.805,00	2.860,00	2.920,00	2.975,00
Concessie voor 2 urnen	3.500,00	3.570,00	3.640,00	3.715,00	3.790,00	3.865,00

#### **V. INVORDERINGEN VAN DE RETRIBUTIES.**

**Artikel 12:** Alle retributies vastgesteld in dit reglement worden vooraf betaald bij de Gemeenteontvanger of zijn afgevaardigde die er een kwijtschrift voor geeft.

**Artikel 13:** De begrafenis van de behoeftigen geeft aanleiding tot de terugbetaling, door de erfgenamen die betaalkrachtig bevonden worden, van alle uitgaven die door het bestuur gedaan werden om de afgestorvenen een degelijke uitvaart te bezorgen. De invordering van deze uitgaven gebeurt via alle in voege zijnde rechtsvorderingen.

#### **VI. DIVERSE beschikkingen.**

**Artikel 14:** De vroegere retributies die betrekking hebben op de schikkingen van huidig reglement zijn afgeschaft.

**Artikel 15:** Onderhavig retributiereglement is geldig **vanaf 1st april 2013 tot en met 31 december 2013**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 25 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

#### **Hebben ja gestemd:**

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

#### **Hebben neen gestemd:**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard.

---

11.03.2013/A/015 **P.V. de vérification de la caisse du Receveur - 3ème trimestre 2012**

**P.V. van nazicht van de kas van de Ontvanger - 3de trimester 2012**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

11.03.2013/A/016 **Culte catholique - Eglise Saint-Henri - budget 2013**

**Katholieke erediesnt - Sint-Henrikskerk - Begroting over 2013**

Le Conseil Communal,

Attendu que l'Administration Communale de Woluwé St-Lambert nous a transmis le budget 2013 de la fabrique d'Eglise St-Henri, dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune, en vue de soumettre ce document à l'avis de notre Conseil Communal:

Attendu que le budget a été arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise St-Henri et qu'il se présente comme suit :

-

RECETTES      2013

ordinaires	30.270,73 €
extraordinaires	375.000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>405.270,73 €</b>

DEPENSES

relatives au culte	15.550,00 €
ordinaires	12.970,00 €
extraordinaires	376.750,73 €
<b>TOTAL</b>	<b>405.270,73 €</b>

**SOIT EN EQUILIBRE :**

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 255, 9° de la loi communale :

**DECIDE :**

d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget 2013 de la fabrique d'Eglise St-Henri compte tenu de l'intervention communale demandée.

Fait en séance publique à Etterbeek, le 04 mars 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

**Ont voté oui:**



Frank Van Bockstal, *Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter*;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, *Échevin(e)s/Schepenen*;

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieux, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

**S'abstient:**

Ahmed M'Rabet

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe ons de begroting van de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie over 2013 heeft overgemaakt, aangezien de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van onze gemeente, ten einde dit document aan het advies te onderwerpen van onze Gemeenteraad :

Overwegende dat deze begroting werd vastgesteld door de Kerkfabriek van de Sint-Hendriksparochie en dat zij de volgende inhoud heeft :

<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>2013</u>
gewone	30.270,73 €
buitengewone	375.000,00 €
<b>TOTAAL</b>	<b>405.270,73 €</b>

**UITGAVEN**

betreffende de eredienst	15.550,00 €
gewone	12.970,00 €
buitengewone	376.750,73 €
<b>TOTAAL</b>	<b>405.270,73 €</b>

**HETZIJ IN EVENWICHT**

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken:

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de eredienst:

Gelet op artikel 255, 9° van de gemeentewet:

**BESLIST :**

een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de begroting over 2013 van de kerkfabriek van de Sint-Hendrikskerk overwegende de gemeentelijke tussenkomst aangevraagd.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek, op 4 maart 2013.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

**Hebben ja gestemd:**

Frank Van Bockstal, *Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;*

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, *Échevin(e)s/Schepenen;*

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieux, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

**Onthouding :**

Ahmed M'Rabet

---

11.03.2013/A/017 **Culte Protestant - Eglise anglicane unifiée - Budget 2013**

**Protestantse Eredienst - Verenigde Anglikaanse Kerk - Begroting 2013**

Le Conseil Communal,

Attendu que l'Administration communale d'Ixelles nous a transmis le 22 janvier 2013, pour avis, conformément aux instructions en la matière, le budget pour 2013 de l'Eglise Anglicane Unifiée dont la circonscription s'étend sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

**RECETTES**

ordinaires	191.750,00 €
extraordinaires	177.000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>368.750,00 €</b>

**DEPENSES**

relatives au culte	46.000,00 €
ordinaires	181.750,00 €
extraordinaires	141.000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>368.750,00 €</b>

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255,9° de la nouvelle loi communale

Considérant qu'à présent le budget 2013 de la fabrique d'Eglise de l'église Anglicane Unifiée « Holy Trinity » se présente en équilibre ;

**DECIDE :**

d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

Fait en séance publique à Etterbeek, le 4 mars 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeentebestuur van Elsene ons op 22 januari 2013, voor advies, de begroting over 2013 van de Verenigde Anglikaanse Kerk waarvan de gebiedsomschrijving zich uitstrekt over onze gemeente heeft overgemaakt overeenkomstig de terzake bestaande voorschriften;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft;

#### ONTVANGSTEN

Gewone	191.750,00 €
Buitengewone	177.000,00 €
<b>TOTAAL</b>	<b>368.750,00 €</b>

#### UITGAVEN

Betreffende de eredienst	46.000,00 €
Gewone	181.750,00 €
Buitengewone	141.000,00 €
<b>TOTAAL</b>	<b>368.750,00 €</b>

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op het artikel 255,9° van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de begroting 2013 van de Fabriekskerk van de Verenigde Anglikaanse Kerk "Holy Trinity" in evenwicht wordt voorgesteld;

#### **BESLIST:**

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van dit document.

Aldus beslist in openbare zitting te Etterbeek, op 4 maart 2013.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Marie-Rose Geuten entre en séance*  
*Marie-Rose Geuten treedt in zitting*

---

11.03.2013/A/018 **Budget 2013 - Services ordinaire et extraordinaire - report du 31/1/2013**  
**Begroting 2013 - Gewone- en Buitengewonediensten.**

*Monsieur Van Bockstal lit la note d'introduction au budget et cède ensuite la présidence à Madame GEUTEN*

*Monsieur du Bus demande si il y aura une présentation du document intitulé note d'orientation politique.*

*Monsieur Gasia ne voit pas l'intérêt de commenter et reprendre une note qui n'est pas l'annexe au budget.*

*Mme la présidente précise qu'il n'y a pas de présentation officielle et rappelle que le document reçu est en fait la déclaration de politique générale et que la note d'orientation sera présentée au mois d'avril avec le plan triennal.*

*Elle invite les groupes à s'exprimer sur le budget 2013 et sur le document de déclaration de politique générale et cède la parole au groupe LB.*

*Monsieur Arnaud VAN PRAET :*

*« Je ne commenterai pas l'ensemble de la note, mais certains points qui ont pour nous une importance essentielle.*

*Nous pouvons nous réjouir de l'implication des citoyens dans l'élaboration des politiques locales ainsi que dans les politiques qui les concernent plus globalement à l'échelle de la Région, nous pouvons notamment saluer ce qui est en train de se faire quant au plan régional de stationnement.*

*Nous nous réjouissons de voir que la consultation citoyenne sera pleinement mise en œuvre dans les grands projets comme la rénovation de la Place Jourdan et le projet des Jardins de la chasse. L'ouverture d'une maison de la participation sur ce site ou un autre lieu sera aussi un heureux événement*

*Je pense, également, que cette déclaration montre une nouvelle fois le rôle et l'implication qu'une commune a à jouer dans les principaux enjeux de notre région en matière de sécurité notamment.*

*On se réjouit du renforcement des dispositifs en matière de prévention : l'élargissement de télé police, l'appui aux commerçants, le renforcement en terme humain et quant aux compétences. Les compétences qui vont être renforcées, suite à des votes au niveau fédéral, des agents constatateurs qui pourront sanctionner des comportements dangereux sur la voie publique et plus uniquement des incivilités.*

*Je souhaiterais souligner ici le rôle que la commune et la zone de police ont pu jouer dans l'important enjeu de sécurisation du transport public bruxellois étant donné que ce sont les communes qui ont pour l'essentiel assuré les lignes à risque.*

*En matière sociale, saluons les efforts dans l'aide et le soutien apportés aux seniors et la nouveauté l'ouverture du guichet « contact plus ». Nous sommes une des premières communes de la Région à ouvrir un tel guichet à destination des publics plus faibles : personnes âgées ou en situation de handicap. Volonté claire de maintenir les personnes âgées à domicile, ce qui tient à cœur au bourgmestre et à ensemble du collège, et qui pourra pleinement être soutenu dans le cadre de ce nouveau pilier de l'aide aux personnes*

*Heureux aussi quant à l'annonce et la confirmation d'un lieu de vie et d'hébergement réalisé en collaboration avec l'asbl Les Pilotis. Etterbeek a toujours été commune pilote dans l'aide aux personnes : logement intergénérationnel, aide aux personnes qui sont en situation d'handicap de grande dépendance et je sais que la volonté politique est là pour continuer dans cette voie*

*Petite enfance et social : la volonté est claire d'organiser une table ronde ; c'est important quand on voit les déficits de certains organismes privés, avec un impact évident pour la population etterbeekoise. Si la volonté existe d'augmenter le nombre de places et d'augmenter les partenariats, la commune doit jouer un rôle pour aider un maximum les structures existantes qui, bien souvent, un peu par amateurisme, doivent fermer car elles mettent en danger la situation des enfants qu'elles hébergent.*

*J'en terminerais avec le logement. Nous savons la difficulté que nous avons pour nous loger à Etterbeek, nous sommes une des communes où les loyers sont les plus élevés. Les revenus moyens trouvent de plus en plus difficilement à se loger.*

*Le danger de la dualisation de la ville, où nous n'avons plus que des hauts revenus (qui travaillent peut-être plus loin dans cette avenue) et des revenus plus faibles qui trouvent encore à se loger. Les jeunes ménages et la et classe moyenne connaissent une difficulté croissante pour se loger dans notre commune. Je suis heureux de voir la volonté de soutenir le logement moyen dans les projets qui seront mis en œuvre, et notamment les Jardins de la chasse.*

*Espoir également quant au devenir du site de la Police fédérale.*

*Du point de vue social, le logement restera bien évidemment un important enjeu social. Les sisp que nous avons à Etterbeek vont connaître un changement. Des rapprochements vont s'opérer et je sais que nous pouvons nous réjouir, même si il encore trop tôt, du devenir du logement social à Etterbeek et nous encourageons bien évidemment l'AIS à atteindre les 300 logements quand on voit la difficulté qu'ont certains propriétaires d'entretenir leur bien.*

*Même si ce n'est pas dans le texte, il faut souligner l'importance des primes au dessus des commerces, récemment instaurées, dans les artères commerçantes.*

*Enfin, avec ma casquette d'administrateur-délégué de la Maison des Jeunes, je me dois d'accueillir, comme il se doit, notre nouvel échevin de la jeunesse Jean Laurent et j'ai été très heureux de lire dans les enjeux qu'il souhaite mener en faveur de la jeunesse, en matière d'emploi, qu'à côté d'une politique d'animation, s'organisera une réelle politique de la jeunesse notamment dans l'aide à l'emploi, en matière de formation, un dialogue avec les associations dans le cadre de tables rondes à mettre sur pied. Un vent nouveau souffle déjà sur cette compétence.*

*Merci Monsieur van praet*

*Madame la Présidente cède la parole à Madame Hoornaert*

*« Merci aux services et à notre nouvel échevin qui ont permis l'élaboration de ce budget et qui ont répondu avec gentillesse et compétences à nos questions.*

*Néerlandais : le budget et la note donnent l'exemple d'un projet ambitieux. Cela va nous permettre une vie sociale, riche, ouverte, multiculturelle, une mobilité où chacun est respecté, des commerces de proximité bien soutenus, des écoles en bon état, un corps enseignant plein de dynamisme, un management moderne, la transparence à un projet commun.*

*Travailler ensemble, de façon transversale, va nous permettre d'avoir un climat d'équipe où l'on s'attelle tous à ce que chacun ait la possibilité d'être le plus efficace, soutenu et aidé dans ses projets. Nous serons, encore une fois, commune pilote où les regards politiques différents s'enrichiront au lieu de s'affronter et ce loin des rumeurs des élections fédérales et régionales.*

*Le nouvel hôtel communal pourra en être le symbole. Lui qui va être le fruit de cette nouvelle législature, même si son coût est un facteur sur lequel nous allons devoir nous pencher, sans cesse, pour ne pas être plus endettés qu'au départ et les habitants moins bien desservis dans toutes leurs attentes.*

*Nous sommes un bon élève, nous parvenons même à mettre de l'argent in « een spoorpotje » (en bruxellois) et à rembourser notre dette. Nous suivons à la perfection le plan financier grâce à un strict contrôle de chacun.*

*Nous sommes plus inquiets pour nos futures dettes : l'achat des bâtiments de la rue des Champs dont nous ignorons la destination future, le nouvel hôtel communal pour lequel nous disposons que d'un plan triennal.*

*Mais bonne nouvelle : le home Beauport aura sa propre cuisine.*

*La déclaration de politique générale reflète bien la prise de conscience qu'il faut travailler avec les énergies existantes, dépenser en bon père de famille. Tout se décline en durable, en appel à l'innovation et à la créativité ? souvent avec respect des plus fragiles.*

*En matière de mobilité, on prend les plus fragiles comme point de départ, mais rappelons que les cyclistes sont forts exposés car ils n'ont pas un « trottoir », qui est le site propre du piéton.*

*La participation doit être la pierre d'angle de cette transversalité, par l'horizon des quartiers, les mouvements citoyens qui ne coûtent rien, l'enseignement ou l'éducation citoyenne et politique, la solidarité des valeurs qui ne demandent pas de subsides, évitent violence, perte de l'estime de soi et des autres.*

*Apprendre comment est constituée notre société. L'origine de chaque euro de nos impôts, chaque euro de la sécurité sociale donne à chacun de cette société des droits mais aussi et avant tout des devoirs.*

*On nous propose aussi des alternatives pour la petite enfance, riches de possibilités : crèche à horaires décalés, mamys bénévoles ou recevant un autre service, le début d'une nouvelle monnaie alternative etterbeekoise, pourquoi pas ?*

*Les femmes sont favorisées au niveau sport de façon transversale, l'échevinat de sports et celui de l'égalité des chances travaillent main dans main. On voit le retour des chèques sport.*

*Vélo, jogging sont de bons sports à petit prix.*

*On nous annonce des salles gratuites pour des fêtes citoyennes, pour des rencontres d'etterbeekois et ce, sans augmenter le coût salarial des heures supplémentaires de nos fonctionnaires.*

*Nous allons, également, travailler en transversalité avec d'autres communes grâce à la maison de l'énergie et de l'éco-construction.*

*Nous allons créer une politique durable et de la récupération, notamment au niveau des invendus alimentaires et ce de façon transversale entre le service de la santé et celui de développement durable, peut coûteuse pour la commune et permettant un mieux être à certains de nos concitoyens.*

*Une donnerie, projet ambitieux et économe. Mais soyez vigilants de ne pas en faire de nouveaux dépôts clandestins. Ce qui me permet de parler de la propreté, informatique et travaux publics, ces secteurs où nous devons intervenir au maximum de nos possibilités, avec peu d'argent en bon père de famille.*

*Notre lieu de vie, Etterbeek, doit être propre, en bon état avec des techniques up to date. Nous sommes conscients que pour les échevins et les fonctionnaires, il est dur de rogner sur ces postes indispensables.*

*Je dis chapeau bas, d'arriver à prioriser, à créer des petites nouveautés, à continuer PLAGE sans « plagiste », à rénover le parc Hap malheureusement sans la maison Hap pour le moment comme le dit l'échevin de l'Urbanisme.*

*De Burgers worden ook actoren. Laten we ook transversaal werken met de burgersbewegingen die alternatieven creëren en voor participatieve leven zorgen in onze wijken.*

*La problématique des logements vides doit être prise à bras le corps ainsi que les marchands de sommeil qui existent encore dans notre commune. La tolérance doit être zéro*

*Par contre, le morcellement des habitats devra, peut-être, être revu. En effet, il n'est plus possible pour des jeunes ménages d'acquérir ou de louer un bien sans créer de nouvelles formules plus solidaires : habitat groupé, co-location, division d'une maison en deux ou trois unités de vie, tout en luttant contre la « kotisation » des immeubles, rentables et sans risque pour les propriétaires, mais sans IPP pour nous.*

*La culture et la santé pourraient être les parents pauvres de cette législature. En effet, les budgets sont très petits mais ils vont nous obliger à être créatifs, à compter sur les forces vives de la population.*

*Nos bibliothèques sont les premiers lieux de culture mais aussi de cohésion et d'école de la vie.*

*La santé ne passe pas seulement par la sensibilisation mais aussi par l'écoute des acteurs de terrain, par les habitants, leur savoir faire, leur savoir être. Un café Alzheimer, super, mais ouvert à tous. La santé passe aussi par un logement adéquat, un travail, des lieux de détente et de sports un espace public agréable et sécuritaire.*

*Ce qui me permet de terminer par la cohésion sociale, un des piliers de ce bien vivre ensemble. Le travail transversal et transdisciplinaire, la cohésion sociale connaît déjà bien et c'est elle qui pourra nous montrer le chemin. Elle va sûrement être une victime de cette crise au niveau budgétaire et nous devons sans cesse l'interroger sur ces difficultés.*

*Notre commune est un creuset de ce que Bruxelles pourrait-être, un mélange harmonieux de gens venus de partout, se côtoyant, quotidiennement, dans un espace public partagé.*

*Nous voyons que nous sommes attentifs aux zones commerciales en danger. Ne pourrions-nous pas avoir un défi de rue commerçante piétonnière ? Qui osera ? Cela marche partout ; pourquoi pas chez nous ?*

*Dat is een beleidsverklaring voor 3 jaar, laten we de uitdaging opnemen. Samen c'est possible !"*

*Madame Geuten remercie Mme Hoornaert et cède la parole à Monsieur Buyani pour le groupe PS .*

*Madame la présidente, au nom du groupe socialiste, je voudrais féliciter les membres du collège des bourgmestre et échevins et l'administration communale pour les efforts qu'ils ont fournis pour l'élaboration du budget 2013.*

*Le fait que ce budget soit en équilibre est une excellente chose.*

*Nous notons surtout l'orientation de celui-ci, et les préoccupations sociales et humaines du projet.*

*Sans revenir sur ce que j'ai déjà entendu de la part de Monsieur Van Praet, nous avons été très sensibles de voir la création du service Contact Plus qui assurera plusieurs nouveaux services sociaux ainsi que la coordination de tous les services d'aide et de soins sur notre commune.*

*D'autres initiatives, comme les personnes handicapées ou les seniors, la maison de vie et d'hébergement et la création d'un espace public numérique.*

*En santé et en cohésion sociale, une attention particulière sera donnée aux groupes défavorisés. Il existe, en effet, plusieurs maladies directement liées à l'appauvrissement des ménages et aux circonstances de vie précaire, et pour lesquelles des programmes spécifiques seront développés*

*En cohésion sociale, les priorités sont données à l'alphabétisation, l'accueil des primo-arrivants, l'accompagnement scolaire, avec les écoles de devoirs et le renforcement de liens sociaux.*

*En solidarité internationale la note dit, à juste titre, qu'il ne faut pas limiter les actions à la récolte d'aides financières mais qu'il faut mettre sur pieds, des projets de coopération au développement qui ont un impact durable tant au sud qu'au nord. La table ronde de la solidarité internationale, composée de nombreuses associations qui s'investissent dans la solidarité nord sud, est la plate forme par excellence pour concrétiser ces objectifs en conciliant des projets dans les pays du sud avec des actions de sensibilisation dans notre commune.*

*En logement, plusieurs initiatives sont annoncées pour la rénovation de logements sociaux et la création de logements sociaux par le biais d'une coordination renforcée entre la commune et les sociétés de logements et le renforcement de l'A.I.S. communale.*

*Voilà quelques exemples qui démontrent le caractère social de ce budget 2013 et nous remercions vivement les initiateurs de ce projet.*

*Merci*

*Madame la présidente remercie Monsieur Buyani et cède la parole à M. du Bus pour le groupe CDH*

*« Merci Mme la présidente. Medames, Messieurs, Chers Collègues,*

*Première curiosité, avant d'en venir sur le fonds, c'est le délai dans lequel ce document nous est remis : 5 mois précisément après la date des dernières élections qui s'étaient conclues, le soir même du 14 octobre, par la confirmation de l'accord de majorité. Ce délai est d'autant plus étrange que cette majorité résulte d'un accord annoncé urbi et orbi voici plus d'un an, par un toutes boîtes un accord qui affirmait vouloir poursuivre le travail entamé en 2006.*

*Pour quelle raison avons-nous dû attendre autant de temps ? Cette question n'est pas anodine dès lors qu'elle nourrit plusieurs hypothèses. Mais l'échevin à tout à l'heure levé cet inconnue puisqu'il nous a dit que ce retard était du à la difficulté de trouver un accord entre partenaires de la majorité,*

*Nous avons formulé une deuxième hypothèse qui aurait pu puiser ses racines dans ses racines dans une volonté de peaufiner un programme original, bien ficelé, en phase avec les grands défis liés au logement, l'emploi, l'urbanisme.*

*Nous aurions donné beaucoup de crédit à cette hypothèse si nous avions découvert dans ce document une réelle innovation, des accents vraiment nouveaux, des perspectives vraiment originales, des réponses précises aux besoins de la population. Et, globalement, ce n'est pas le cas. Nous retenons donc les difficultés internes à la majorité pour expliquer à la fois ce retard et les faiblesses du document.*

*Dire qu'il n'y a rien de neuf serait faux. Nous ne l'affirmons d'ailleurs pas. Premier élément appréciable est de voir le personnel en tête des priorités. Il le mérite largement. Il s'agit du bras armé de la commune. C'était d'ailleurs à la limite disqualifiant de le découvrir systématiquement relégué en queue de peloton -à travers quatre pauvres lignes ! – lors de la précédente DPG. Une forme de justice est donc rendue.*

*De plus certains chapitres témoignent d'un réel investissement, d'une réelle volonté de marquer l'action politique d'une empreinte sérieuse, crédible, concrète. Nous pensons plus particulièrement au chapitre portant sur les travaux publics. Clair, précis, sans redondance, « to the point ». Excellent. Même si nous devons y constater un réel désinvestissement en matière de rénovation des trottoirs, des rues et d'asphaltage. Lors du dernier conseil, le fonctionnaire n'a-t-il pas indiqué que ce devait être la priorité de la politique communale en matière de développement urbain ? Nous apprécions également le chapitre sur la politique de santé. Sobre, mais juste, proche des besoins des habitants et qui marque une réelle rupture avec les politiques précédentes. Les deux pages consacrées au tourisme sont intéressantes également : il y a de nouvelles idées telles que les WE bienvenue, les sets de table, le mouvement des Greeters, un parcours d'artistes et d'artisans mettant en avant les ressources et les talents locaux. C'est une nécessité. Nous plaitions en ce sens depuis des années.*

*D'autres chapitres n'appellent pas de commentaire particulier. Sans souffle nouveau, ils s'inscrivent logiquement dans l'action entreprise depuis de nombreuses années: le programme de cohésion sociale, la solidarité internationale, la jeunesse – un des derniers points de cette note!-, c'est dommage, les affaires néerlandophones et la culture néerlandophone, l'environnement qui poursuit son action dans des projets intégrés à l'Agenda 21 local, les Classes moyennes dont on attend toujours une réelle coordination entre les multiples acteurs de l'emploi situés sur notre commune ( Mission locale, Atrium, Actiris, les classes moyennes ...).*

*Mais pour le reste, chers Collègues, quel gâchis, quelle pauvreté! Et je mesure bien la portée de mes mots. C'est une véritable honte à l'intelligence politique. Vous pensez sans doute que j'exagère, que le rôle de l'opposition ne peut se limiter qu'à critiquer. C'est faux. En février 2007, n'avons-nous pas soutenu la DPG d'alors, estimant les propositions était alors intéressantes ? Notre rôle n'est pas de critiquer de façon vaine. Notre mission est de dire les choses, avec le privilège de la liberté qui est celui de l'opposition.*

*Et cette liberté, nous entendons bien l'utiliser pour poser une première question. Qui a assumé la supervision de cette DPG ? Nous supposons qu'il s'agit du premier personnage de la commune et donc je ne menerai pas une charge contre un absent. Pourtant la charge est lourde car que découvrons nous : Qu'une partie impressionnante de ce texte est un copié-collé sans vergogne de la DPG de 2007-2012 ! Monsieur Van Praet a commencé entre autre son intervention concernant la chasse et la place Jourdan, je reprends la vie etterbeekoise de mai 2007 les 2 défis majeurs pour la nouvelle législature, la place Jourdan et la chasse et donc cette DPS assure une incapacité politique d'actualiser un programme politique à une réalité qui a pourtant été profondément modifiée par la crise économique et financière qui a débuté en 2008. Mais ce copié-collé est surtout un terrible aveu d'échec et de faiblesse.*

*Je reprends, dans l'ordre.*

*Le personnel même si nous avons apprécié qu'il soit en tête de chapitre, nous y retrouvons texto : la volonté d'intégrer des personnes handicapées. Sans aucun chiffre à l'appui. Or, il est du devoir des pouvoirs publics locaux d'engager des personnes handicapées pour les pouvoirs locaux 3 % de leurs effectifs. Comment y arriver ? Ca c'est question intéressante.. Alors qu'ici même s'est tenu un colloque d'ambition régionale portant précisément sur cette question.*

*La sécurité : Le seul souci si vous lisez sera de consolider les acquis en matière de prévention et de sécurité, et de ne pas déléguer des prérogatives sécuritaires au secteur privé. C'est vraiment court. Pas un mot sur la police de proximité, sur le besoin des habitants de mieux connaître leur agent de quartier, sur les enjeux du contrôle social.*

*Le social et les affaires sociales. Deux chapitres distincts et successifs qui ne parlent que de la même chose, avec plus ou moins de développement et on s'y perd dans cette lecture. La priorité accordée à l'humain est clairement assumée comme une priorité du passé. Si un Conseil des Aînés a été mis sur pied, ce fut après combien d'interpellations de notre part sur le sujet ? mais Quel est le mode de fonctionnement de ce Conseil et quel résultat aujourd'hui ? Maigre, frustrant et totalement instrumentalisé, aux dires de plusieurs participants. A quand une évaluation et une révision du mode de fonctionnement de cette structure qui relève par ailleurs des enjeux majeurs ? Même chose pour le Conseil Consultatif de la personne handicapée. Seul élément intéressant de ces chapitres : la mise sur pied d'un service « Contact plus bravo . Le bénévolat est aussi remis sur le tapis avec la relance d'un réseau de bénévolat parfois dommage qu'il soit remis sur le tapis La aussi c'est une preuve d'échec des politiques menées précédemment. Quant à la création d'un Espace Public Numérique, j'avais posé la question, monsieur l'échevin, voici donc trois ans, le 26 avril 2010 et vous m'aviez répondu qu'il y avait déjà un grand nombre d'EPN (6) sur la commune et que vous comptiez déposer un nouveau projet au mois d'août de l'année 2010. ET Je ne comprends pas à quoi correspond cette nouvelle initiative dont l'exposé donne à croire que rien n'existe en cette matière. De plus nous constatons que les affaires sociales seront chargées de la politique de la santé. C'est remis texto et donc la question c'est savoir Quel sera le mode de collaboration entre les trois membres du Collège dont les compétences s'entrecroisent et relèvent de la santé, des affaires sociales du social ?*

*Proximité-Participation. Voilà la grande priorité de la précédente législature reléguée c'était le premier chapitre de la DPG elle est au 5ème plan. Avec les mêmes affirmations, les mêmes textes, les mêmes promesses -à la virgule près- de la DPG précédente. On y lit par exemple que la commune ouvrira une Maison de la participation... Comme il y a six ans ! Que les habitants seront impliqués dans les décisions relatives aux dossiers d'urbanisme ou de travaux publics de leurs quartiers. Les mêmes phrases qu'il y a six ans ! Avec un résultat édifiant. L'exemple le plus parlant est l'aménagement de la place des Acacias: les habitants ont formulés ici même des propositions concrètes il y a quelques semaines et, en janvier dernier, il leur est répondu que rien de ce qu'ils proposent ne sera suivi ! Plus piquant encore, le dossier de la place Jourdan. Je ne peux m'empêcher de reprendre in extenso les phrases qui sont reprises 2007 et aujourd'hui : « Nous veillerons en accord avec les instances de Beliris à faire de la place Jourdan et de son réaménagement un exemple de participation, chaque acteur (commerçant, riverain ou usager) devant être*



*consulté à tous les stades du projet. Il en sera de même quant aux grands projets communaux tels que la réurbanisation du site des « Jardins de la Chasse ». Il s'agit, ici encore du même texte qu'en 2007 !!! même points, même virgules, même expression, comme si aucune consultation n'avait été menée. Ce n'est pas fini, tout un paragraphe est consacré aux différentes commissions consultatives, en nommant chacune d'entre elles, sauf une, celle des personnes âgées. Pourquoi parce qu'ici encore c'est le même paragraphe qu'en 2007 et en 2007 il n'y avait pas encore de commission consultative des personnes âgées Mesdames et Messieurs de la majorité, quel est le sens de ces textes copiés-collés, si ce n'est de la négligence, de la soumission à la loi du moindre effort et surtout une marque de dédain profond à l'égard des Etterbeekoïses qui vous ont fait confiance ?*

*Le chapitre consacré à la mobilité n'échappe pas non plus à cette manie du copié-collé, avec un nouvel apport lié aux enjeux du stationnement. Ca c'est vrai, c'est neuf Mais la déclinaison laisse songeur : on y affirme vouloir travailler en collaboration étroite avec la région, alors que sur le terrain les agents communaux de prévention distribuent des documents fustigeant la politique régionale en la matière et qu'une pétition circule pour s'indigner contre la suppression des places de parking par la région alors que la commune est le premier opérateur à organiser la suppression des places de parking place Jourdan. On cherche en vain la cohérence !*

*La partie consacrée au logement ne peut faire l'impasse sur cette grande idée qu'est le droit de superficie dont on attend toujours une évaluation. Le texte affirme que le succès de ce projet l'amène à être copié ailleurs. Il serait intéressant de savoir où précisément... ? Quant à la création de logements dans le cadre du projet des « Jardins de la Chasse », on y découvre maintenant le chiffre de 200 logements destinés aux ménages à revenus moyens – on s'en réjouit- mais dans le cadre d'un équilibre financier et ce qui n'est pas dit ici c'est que cet équilibre financier doit intégrer un paramètre majeur : le financement de la nouvelle maison communale, dont le coût est estimé à 35 M°€ ! La question subsidiaire est la suivante : au frais de qui cette opération trouvera-t-elle son équilibre ? Dans la réduction d'un nombre important d'autres politiques communales, comme par exemple la suppression des frais de rénovation et d'entretien des piscines des écoles communales qui sont vouées à la fermeture, ou par l'augmentation des taxes communales (voyez aujourd'hui par l'augmentation des documents administratifs), ou encore par la réduction de l'offre de logements moyens – car il faudra suivre les prix du marché – et l'augmentation de l'offre de logements haut de gamme. Ou un peu de tout cela à la fois... Impossible de ne pas évoquer non plus la lutte contre le morcellement des logements qui laisse parfois tous les acteurs de la rénovation. Personne ne comprend les critères appliqués par les services alors que les surfaces de vie qui sont proposés (séjour, chambre, sdb...) respectent les prescrits urbanistiques. Il faut mener une réflexion approfondie à cet égard.*

*Le chapitre consacré à l'enseignement et à la formation compte deux pages au sein desquelles on ne retrouve que 9 lignes originales, distinctes de la précédente DPG. Tout le chapitre a été déplacé avec 9 nouvelles lignes. Ces lignes portent sur la prise en considération des besoins du corps éducatif. Tout le reste est du copié-collé, in extenso !*

*Pour la petite enfance, nous posons deux questions : qu'en est-il du projet de crèche dans le bâtiment dont l'acquisition s'élève à 9,9M°€, et qu'en est-il de ce bâtiment dont le Budget ne prévoit rien pour sa rénovation ? Et quelle réponse la commune offre aux habitants du quartier Père De Deken qui attendent depuis 2009 que la plaine de jeux soit clôturée pour la sécurité de leurs enfants ? C'est simple comme question, cela demande un minimum d'écoute, mais cela semble beaucoup trop ! Le problème, nous le connaissons, dès qu'un habitant se réfère à un membre de l'opposition pour faire valoir un problème, il n'est plus écouté.*

*Les sports n'échappent pas non plus au copié-collé, avec une phrase qui prend toute sa saveur : « Aujourd'hui, nous souhaitons mettre sur pied une véritable politique sportive ». C'était dit en 2007, c'est répété en 2013. C'est donc un aveu que la politique sportive menée depuis 6 ans EST un échec. A moins que cela ne revienne tous les six ans, comme une antienne, signe du sentiment d'éternité sinon de suffisance que confère l'usure du pouvoir.*

*La planification d'urgence répond à un réel besoin.*

*Dans le chapitre relatif à l'état civil et la population il est question de fournir à chaque nouvel habitant des informations pertinentes sur la commune en général, en faisant référence aux sports, écoles, loisirs... La question que l'on se pose est de savoir si, par exemple, s'y retrouveront les informations portant sur les écoles relevant du réseau libre et si les associations ne dépendent pas directement de la commune ?*

*A propos du développement durable, il est question des nombreuses missions confiées à l'asbl Commune une ferme à la ville. Se pose une fois encore la question des moyens nécessaires à l'aboutissement de ces objectifs. Comment Par exemple comment cette asbl va-t-elle offrir une alternative à un vrai problème celui de la malbouffe ? Inutile de vous dire que nous avons reconnu les quelques lignes consacrées à l'année internationale de l'eau. Notre interpellation a donc porté ses fruits ! On verra concrètement ce qu'il en est. Quant aux primes pour les langes lavables, nous*

*demandons une évaluation de ce projet en établissant une comparaison entre les budgets dépensés pour cette opération, le nombre de naissances et les montants des primes distribuées.*

*L'agenda 21 local fera l'objet d'une évaluation. Voilà élément nécessaire et intéressant.*

*Pour renforcer l'égalité Femmes-Hommes, -Coucou nous revoilà- on retrouve les fameuses marches exploratoires, déjà annoncées en 2007, tout comme les activités de l'asbl Garance! Et si nous demandions une évaluation de ces projets menés durant la dernière législature... ? pourquoi pas*

*La propreté publique est un vrai enjeu du bien vivre ensemble. Tous les etterbeekois y sont sensibles. Et la situation ne connaît qu'une très faible amélioration. Ce devrait donc être une vraie priorité. Que constate-t-on ? Que le sujet ne mobilise qu'une seule page et qu'il reprend textuellement les mêmes recettes qu'en 2007 : prévention, infrastructure et répression. Sans aucune évaluation de la politique menée !*

*Nous avons déjà dit combien nous avons apprécié le texte relatif aux Travaux publics. Concret, réaliste, avec une vision. Il serait intéressant d'obtenir le résultat du plan PLAGE pour chaque bâtiment communal, dont celui de l'actuelle maison communale.*

*L'urbanisme il tombe à nouveau sous le coup du copié collé. Avec le caractère cocasse de cet exercice. Par exemple on y affirme que « Les derniers chancres ont aujourd'hui disparu ». Même phrase qu'en 2007 ! C'est quand « Aujourd'hui » ? Cocasse aussi quand on place une incise dans une phrase qui est tirée de la précédente DPG, mais que cette incise commet une erreur. Ainsi la rénovation du patrimoine protégé fait référence à une curieuse Maison des Notaires ! vous connaissez une maison des notaire à Etterbeek On a beau la chercher... impossible à trouver ! On imagine finalement qu'il s'agit de la Maison Hap (qui était notaire). Bel exemple de négligence et d'imprécision !*

*Dernier chapitre à abuser du copié-collé, celui consacré à la Culture. Les trois quart du texte sont une resucée intégrale de 2007. Mais de nouveau cela ne manque pas de piquant quand on apprend qu'une fois de plus la commune souhaite acquérir et installer sur l'espace public une oeuvre majeure par législature ? Quelle est l'oeuvre majeure acquise précédemment, quelle sera l'oeuvre majeure pour cette législature-ci ?*

*Enfin, et j'en terminerai par là, le chapitre sur les Finances. Chacun sait que c'est le défi majeur, la pierre d'achoppement de toute politique, spécialement en ces temps de crise de la dette publique. Et qui plus est, qu'Etterbeek est la commune où la fiscalité est la plus élevée de la Région. Le texte consacré à ce sujet ne remplit même pas une page entière. Alors que le texte sur des foires et marchés s'étale sur plus de deux pages ! On y apprend que le Collège souhaite revoir la fiscalité à la baisse et qu'elle optimisera la gestion de sa dette. Où en est le dossier de subsides des 3,5M° du home Beauport ? Depuis cinq ans nous n'avons jamais reçu de réponse à cette question.*

*Mesdames, Messieurs, chers Collègues, inutile de vous dire qu'à la lecture de ce texte nous ne savions plus si nous devons rire ou pleurer. Nous ne soutenons évidemment pas cette DPG qui, à côté de rares accents novateurs, est pauvre, déséquilibrée, redondante, faite de bric et de broc. Elle sonne comme une gifle à l'intelligence de ceux qui vous ont fait confiance et, plus largement, de tous les Etterbeekois.*

*Madame la Présidente remercie Monsieur du bus et cède la parole à Monsieur Gasia pour le F.D.F :*

*Je ne vais pas répéter l'ensemble des premières constatations qui sont évidemment regrettables mais souhaite mettre l'un ou l'autre point en exergue.*

*Le temps qu'il a fallu pour obtenir cette note : un an après une déclaration commune de 3 formations, qui allaient aux élections ensemble, pour poursuivre un travail commun. Cinq mois après les élections, il y a 72 heures que nous avons reçu une note de politique générale et nous apprenons, ce soir, que ce n'est pas la note qui servira à voter le budget, que celle-ci nous parviendra plus tard !*

*C'est un manque de respect vis-à-vis de l'opposition ! Nous avons un travail objectif à faire. Nous ne sommes pas là pour critiquer n'importe quoi, nous avons une responsabilité objective vis-à-vis des etterbeekois. Un travail de continuité. Or, il ressort clairement de cette note que les ajustements financiers face aux nouveaux défis que la majorité voulait mettre en place ne sont pas rencontrés. Il y a dispersion des moyens, des bonnes intentions et dispersion d'erreurs.*

*La première : les finances. Le collège annonce vouloir voir l'impôt baisser, tant au niveau de l'impôt des personnes physiques que du précompte immobilier. Mais pas une ligne sur de nouvelles recettes, à part l'hypothèse de rentrées faramineuses qui découleraient du projet des Jardins de la chasse.*

*Oui, 200 logements sont annoncés, mais ce n'est pas sur cette seule rentrée que vous allez pouvoir envisager des baisses d'impôts à moyen et à long terme. C'est de la poudre aux yeux vis-à-vis des etterbeekois.*

*Nous étions vraiment vigilants pour espérer à moyen terme une diminution raisonnable d'impôts. Pourquoi ne pas venir avec un projet qui tient la route, de manière durable, pour les personnes que vous voulez préserver c.à.d. les personnes les plus fragilisées, en diminuant l'impôt sur les personnes physiques.*

*La diminution du précompte immobilier touche en premier les propriétaires, les locataires ne la ressentent que très difficilement.*

*On sent manifestement qu'il y a un problème de vision à moyen et à long terme au niveau des finances.*

*La deuxième : Un regret au niveau des défis pour rendre la commune plus juste, plus équitable vis-à-vis des habitants mais également des travailleurs.*

*On parle du personnel et bien qu'il avait été précisé, quand nous étions dans la majorité, qu'il était difficile d'obtenir un pourcentage des personnes handicapées engagées, certaines n'ayant pas envie d'être cataloguées ; même si l'on n'est pas favorable aux quotas, qui ont un caractère péjoratif, il y a des chiffres qui doivent être atteints et on n'en parle pas.*

*On ne connaît pas le chiffre qui doit être raisonnablement atteint pour permettre aux personnes handicapées d'avoir leur place pleine et entière au sein de notre administration.*

*Sur le plan social, il y a des points positifs, on ne doit pas le nier. Le service Contact Plus est une bonne initiative, il y a la volonté de faire quelque chose de tout à fait constructif mais cela ne se traduit pas dans les chiffres, impossible de voir l'impact financier réel des politiques que vous voulez mener.*

*Peut-être dans un mois aurons-nous l'occasion de voir ce que coûte réellement la mise en place de Contact Plus, le plan sport, le plan propreté.*

*Ces noms qui reviennent régulièrement : plan sport, plan propreté, ces nouvelles politiques, ces politiques que vous voulez redéployer, comment allez-vous faire ? Sacrifier d'autres projets, lesquels ? pour quelles raisons ?*

*Des réévaluations pour des politiques importantes nous l'espérons.*

*On parle de solidarité internationale, c'est bien d'en parler mais le plus important, à l'heure actuelle, c'est le défi démographique. Durant cette législature, des centaines de millions vont devoir y être consacrés.*

*Mon collègue socialiste parle de nouveaux logements sociaux ; il n'en est rien, des logements moyens, des rénovations de logements sociaux, là oui, vous en parlez.*

*Notre plus grande crainte, c'est que, faute de moyens, la commune sera entièrement dépendante des moyens que lui accordera éventuellement la Région, qui seront conditionnés à des effets qui sont parfois très pervers.*

*La majorité peut-elle me confirmer qu'elle est totalement opposée à toute fusion des communes ?*

*En matière de logements sociaux, le Foyer doit fusionner avec une société de logement sinon on se retrouve avec des moyens régionaux pénalisant pour notre société de logement social.*

*Les etterbeekois ont le droit de savoir ce que vous êtes prêts ou non à accepter venant de la région.*

*Cette dépendance est inéluctable puisque vous ne voulez pas envisager ou vous ne mettez pas, du moins, par écrit les moyens nouveaux ou les moyens dont vous disposez pour les politiques à mener.*

*Nous souhaiterions entendre ce que vous êtes réellement prêts à sacrifier, au niveau de l'autonomie communale vis-à-vis des pouvoirs régionaux ou fédéraux.*

*Il a été noté lors de la commission qu'il n'y avait pas de politique révolutionnaire en terme de masse salariale pour le personnel.*

*Défi démographique, professionnalisation du management du personnel, je ne vois pas comment il ne va pas y avoir d'augmentation de cette masse salariale. On le sait cette masse est pour l'instant à peine couverte en terme d'indexation des traitements par l'augmentation des recettes en terme de précompte immobilier et d'impôt sur les personnes physiques. Allez-vous décider de ne plus engager ?*

*En matière d'engagement, si l'on veut lutter contre les discriminations, nous pensons que le seul moyen est de mettre des personnes issues de la diversité dans les jurys d'examens. Pour nous c'est un gage de sérénité, d'égalité et d'équité, de neutralité et d'objectivité et on n'en trouve pas trace dans la déclaration.*

*En matière de sanctions administratives, il y a une volonté d'engager plus d'agents constatateurs pour lutter contre la malpropreté mais nous aimerions savoir, indépendamment des sanctions si il y a également des modes de réparation aux dégradations autre qu'une sanction financière.*

*Cette sanction étant la plus injuste pour les personnes précarisées, alors que des travaux d'intérêt général, nettoyer une après-midi ou une journée, qui seraient mis en œuvre pour quelqu'un qui tague ou salit la commune seraient, nous trouvons, le plus équitable riche ou pas riche. Nous aurions aimé voir ces impulsions*

*Peut-être que cela apparaîtra dans la note d'orientation pour le mois d'avril. En tout cas, nous l'espérons*

*Soyons clairs, tout n'est pas mauvais : au contraire, il y a des choses qui tournent. Il y a des principes essentiels à la bonne gouvernance, à la bonne gestion d'une commune et nous n'allons pas cracher dans la soupe alors que nous avons soutenu une politique, et nous continuerons à soutenir des politiques qui sont justes et équitables.*

*Mais malheureusement, ce qui est repris, à l'heure actuelle dans la communication des chiffres, dans la corrélation inexistante entre les chiffres du budget et les politiques que vous voulez mettre en place, ne nous permet pas d'approuver le budget et la note de politique générale qui l'accompagne nous sommes dans le regret. Nous n'avons pas les explications, la corrélation, les données sur la politique que vous voulez réellement menée.*

*Nous avons l'impression qu'il y a une multitude de projets individuels qui ont été additionnés, voire superposés. Il n'y a pas une vision d'ensemble de la politique qui veut être menée. Peut-être est-ce lié à des divergences qui peuvent exister entre les sensibilités de la majorité et nous respectons toutes les sensibilités, mais malheureusement, cela se reflète sur le budget et sur la note de politique générale et nous regrettons de ne pas pouvoir voter ce budget.*

*Madame la Présidente remercie Monsieur Gasia et demande si malgré les réponses apportées en commission, il reste des questions sur le budget.*

*Monsieur Van Praet souhaitant répondre à l'opposition, Madame la Présidente lui fait remarquer qu'il a été pris bonne note des remarques positives ou négatives et qu'il appartiendra au collègue de répondre.*

*Madame De Hennau demande si le tableau page 14 annexe au budget a bien été corrigé.*

*Monsieur Van Bockstal répond qu'un correctif a été apporté pour l'envoi à la tutelle et que la remarque sera ajoutée au PV de la réunion.*

*Madame de Hennau souhaite avoir plus de précision concernant l'article 421-73113-60 relatif aux travaux avenue de l'armée et au placement des coussins berlinois.*

*Monsieur Jellema répondra par écrit*

*Madame Mottet souhaiterait une traduction chiffrée des différentes options politiques : réaffectation de l'immeuble Rue des champs, les occupations précaires, la diminution de personnel pour le nettoyage du marché, les e-services, ..).*

*Madame la présidente précise qu'une série de choses entrent dans des enveloppes globales, qu'au moment de la signature d'une convention celle-ci est présentée au conseil communal avec le montant exact et la convention assortie. Elle ajoute que les questions sont pertinentes mais les réponses pas encore mûres pour des raisons de mise en route et d'organisation.*

Le Conseil communal,

Vu le projet du budget pour l'exercice 2013 élaboré par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu les articles 93-1°, 96, 99, 117, 242, 255 et 259 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que le projet du budget peut être résumé comme suit :

## 1. BUDGET ORDINAIRE

	<u>RECETTES</u>	<u>DEPENSES</u>
Exercice propre	90.859.829,63	89.836.394,47
Boni	1.023.435,16	
Exercices antérieurs	7.282.964,32	
Prélèvements		4.600.000,00
Total général	98.142.793,95	94.436.394,47
Boni	3.706.399,48	

## 2. BUDGET EXTRAORDINAIRE

	<u>RECETTES</u>	<u>DEPENSES</u>
Exercice propre	20.330.720,99	23.346.467,00
Mali	3.015.746,01	
Exercices antérieurs	9.895.736,47	
Prélèvements	9.888.000,00	
Total général	30.218.720,99	33.242.203,47
Mali	3.023.482,48	

Attendu que notre CPAS inscrit une somme de € 12.459.815,00 pour faire face à ses besoins ;

### **APPROUVE**

1. l'inscription dans notre budget d'une dotation à la zone de police de € 8.009.300,00;
2. l'inscription dans notre budget d'une somme de € 12.459.815,00 comme intervention dans notre CPAS ;
3. le budget pour l'exercice 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 23 votes positifs, 7 votes négatifs.

### **Ont voté oui:**

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

### **Ont voté non:**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Gelet op het begrotingsontwerp voor het dienstjaar 2013 opgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de artikels 93-1°, 96, 99, 117, 242, 255 en 259 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de begroting als volgt kan worden samengevat:

#### 1. GEWONE BEGROTING

	<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>UITGAVEN</u>
Eigen dienstjaar	90.859.829,63	89.836.394,47
Overschot		1.023.435,16
Vorige dienstjaren	7.282.964,32	
Overboekingen		4.600.000,00
Algemeen totaal	98.142.793,95	94.436.394,47
Overschot		3.706.399,48

#### 2. BUITENGEWONE BEGROTING

	<u>ONTVANGSTEN</u>	<u>UITGAVEN</u>
Eigen dienstjaar	20.330.720,99	23.346.467,00
Tekort		3.015.746,01
Vorige dienstjaren	9.895.736,47	
Overboekingen	9.888.000,00	
Algemeen totaal	30.218.720,99	33.242.203,47
Tekort		3.023.482,48

Overwegende dat ons O.C.M.W. een bedrag voorziet van € 12.459.815,00 om in zijn behoeften te voorzien;

**KEURT GOED .**

- 1.een bedrag van € 8.009.300,00 in te schrijven als tussenkomst in het tekort van de politiezone;
- 2.een bedrag van € 12.459.815,00 in te schrijven als dekking van het tekort van ons O.C.M.W.;
- 3.de begroting voor het dienstjaar 2013.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
30 stemmers : 23 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

#### **Hebben ja gestemd:**

Frank Van Bockstal, Échevin(e)-président(e)/Schepen-Voorzitter;

Rik Jellema, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Échevin(e)s/Schepenen;

Eliane Paulissen-De Meulemeester, Laurent Vleminckx, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden;

**Hebben neen gestemd:**

André du Bus de Warnafé, Kathy Mottet, Corinne De Henau-Mikolajczak, Damien Gerard, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

---

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 22h45.  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 22h45.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

L'Échevin(e)-Président(e),  
De Schepen-Voorzitter,

Christian Debaty

L'Échevin(e)/De Schepen, Frank  
Van Bockstal